

LA  
**REVUE**  
DE LA  
**PRESSE**  
PARAISANT TOUS  
LES JEUDIS  

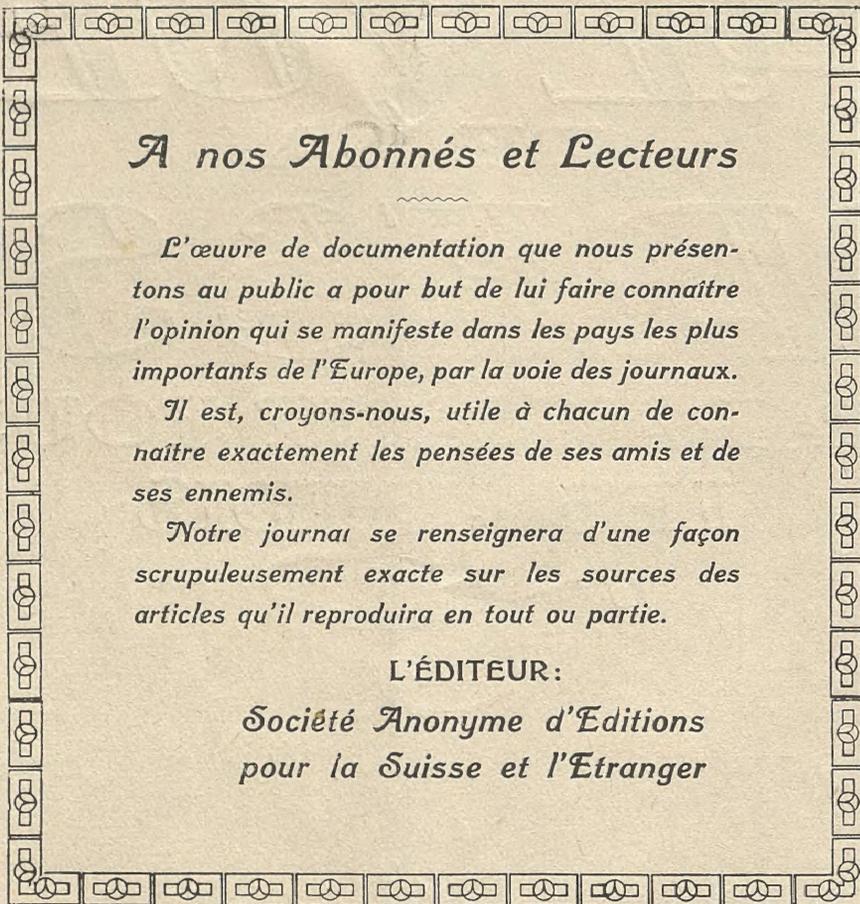

25 cent. le numéro

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 - Compte de chèques 1.1301

La "Revue de la Presse"  
est en vente dès le jeudi matin.

*Nous prions instamment nos lecteurs de nous signaler immédiatement toute omission  
:-: :-: dans la remise des numéros :-: :-:*



*A nos Abonnés et Lecteurs*

*L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.*

*Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.*

*Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.*

L'ÉDITEUR:

*Société Anonyme d'Éditions  
pour la Suisse et l'Étranger*

# La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

## LES ANNONCES

ont reçues par la S. A. Agence Suisse de Publicité

**ORELL FUSSLI & Cie**  
Rue du Commerce, 1, Genève  
et dans ses succursales de

Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich, Bâle, Soleure, etc.

## Tarif des Annonces:

Pour l'espace d'une ligne corps 8:

Suisse . . . 30 centimes.  
Etranger . 40 »  
Réclames . 100 »

Le tarif est majoré pour des emplacements spéciaux.

## ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse . . . . . par semestre Fr. **4.50**  
Etranger . . . . . » **5.50**

## PRIX DU NUMÉRO

Suisse . . . . . **25** centimes  
Etranger . . . . . **30** »

1<sup>re</sup> Année

7 Juin 1917

N° 17

## FRANCE

### L'Echo de Paris:

L'occupant du trône est en train de former un personnel bien à lui; le comte Berchtold, d'origine mi-hongroise, mi-allemande; les comtes Czernin et Clam-Martinicz, grands seigneurs tchèques germanisés, dévoués avant tout à la dynastie. Aura-t-il une politique à lui? Ne faut-il voir dans ses efforts que le premier mouvement de l'héritier d'une grande maison, qui dès son arrivée entend faire place nette? Ou s'avance-t-il vraiment vers de grandes innovations?

Le comte Berchtold a quitté le ministère des affaires étrangères austro-hongrois, pendant la première année de la guerre, parce qu'il refusait d'accepter la mainmise complète de l'Allemagne sur le pays des Habsbourg. Mais son indolence égale sa richesse: il est capable de conseil plutôt que d'action. Comme ministre à Bucarest, le comte Czernin nous a permis d'apprécier, depuis 1914, son activité et la justesse de son coup d'œil. S'il y a un homme fait pour ressentir l'asservissement de l'Autriche et pour vouloir la libérer, c'est lui.

Le dualisme de 1867 a été recommandé par Beust et sanctionné par François-Joseph, qui, voulant à tout prix venger Sadowa et rétablir en Allemagne l'hégémonie de Vienne, ne croyaient pas pouvoir payer trop cher la docilité des Magyars. La victoire remportée, ils se promettaient de remettre chacun à sa place. Travaillant au profit des deux races qui, dans la monarchie dualiste, lui étaient particulièrement favorables, l'alliance allemande a donné un caractère de quasi-permanence à ce qui ne devait être que l'expédient d'un jour. Aujourd'hui, on peut dire avec certitude que ce système, fondé sur l'oppression des majorités slaves, ne durera pas. L'Autriche vaincue, il tombe de lui-même. L'Autriche victorieuse (par impossible), il succombe devant les nouvelles populations slaves qui, directement ou indirectement, sont incorporées.

Est-ce à dire que nous devons considérer comme assuré l'avenir de l'indépendance austro-hongroise? Nullement. Les émancipations ou les accessions de Slaves qui pourront se produire, sont déjà plus que compensées par l'irrésistible accession allemande. A la domination économique du passé se joint maintenant la domination militaire. Aux plus mauvais jours, l'armée allemande a été le ciment de l'armée autrichienne. L'indépendance éventuelle de l'Autriche apparaît donc tout à fait douteuse et, pas plus demain qu'aujourd'hui, nous ne devons rien lui sacrifier.

### Le Petit Parisien:

Si Charles Ier s'adresse à Andrassy, c'est que cet homme

politique a jadis déposé le projet de réforme électorale, auquel nous avons fait allusion et qui, à la vérité, était au rebours du droit démocratique et du droit des nationalités; c'est aussi qu'avec Apponnyi et Rakowsky, il a été victorieux dans sa lutte contre le cabinet d'hier. Mais son parti n'a pas la majorité à la Chambre, et si le parti de Tisza refuse de collaborer avec Andrassy, une dissolution sera inévitable.

La politique intérieure hongroise nous intéresse beaucoup moins que l'attitude extérieure, que le nouveau président du Conseil pourrait préconiser. Or, depuis le début de la guerre, le comte Andrassy n'a jamais dissimulé son dévouement à l'alliance allemande, dans ses nombreux écrits, il l'a toujours considérée comme indispensable à l'indépendance du pays magyar, et ses relations avec Guillaume II étaient aussi intimes que celles de Tisza lui-même. C'est à dire qu'il n'y aura rien de changé.

### L'Evénement:

Le comte Andrassy ménagera mieux les susceptibilités de l'Autriche. Il abusera moins vraisemblablement des circonstances pour obtenir que l'Empire accorde au Royaume de larges concessions économiques et une influence plus directe dans les conseils de la double Monarchie.

Les nations alliées n'ont point à tenir compte de ce changement de personnel. Il est sans signification sur les desseins et calculs de la maison des Habsbourg. Au titre de Charles Ier ou de Charles IV, l'empereur et roi semble incapable de manifester une résolution. Il considère tous les chemins, esquisse un geste, fait un pas, puis recule. Le grand désastre le trouvera hésitant à un carrefour.

### Le Temps:

L'empereur Charles a prononcé devant le Parlement autrichien son premier discours du trône. Cet événement aurait pu être important, d'autant plus que les députés devant lesquels l'empereur parlait ne se sont jamais trouvés réunis encore depuis le début de la guerre. Mais le discours du trône n'a été, comme toute la politique pratiquée à Vienne, qu'un étalage de velléités.

La plus pittoresque est celle qui porte la monarchie des Habsbourg à se rapprocher de la révolution russe. L'empereur d'Autriche est allé jusqu'à féliciter la Russie d'être « sortie des ténèbres ». Quand on réfléchit que ces « ténèbres » n'étaient autre chose qu'un régime impérial, on se dit que les prévenances de Charles Ier sont vraiment trop exagérées pour être sincères.

Le passage essentiel du discours est celui qui concerne le problème des nationalités. Il y a en effet, dans le Parlement autrichien, un certain nombre de sièges vides, dont les titulaires tchèques, serbo-croates ou italiens ont été emprisonnés ou pendus. Ce spectacle montre qu'il serait urgent d'accorder aux populations non allemandes d'Autriche un régime supportable. Mais l'empereur, sur ce point capital, n'a apporté que des promesses vagues à lointaine échéance.

Il s'associe sans doute au programme que les socialistes autrichiens, interprètes du comte Czernin, se proposent d'apporter à Stockholm. On y déclare que la Finlande et la Pologne russe doivent être indépendantes, mais que l'application du principe des nationalités est impossible en Autriche-Hongrie. La liberté reste exclusivement un article d'exportation.

En Hongrie, c'est M. Wekerlé qui semble avoir maintenant les principales chances de constituer le cabinet. On se rappelle qu'il fut chargé, en 1906, de diriger, suivant les indications de Vienne, le cabinet de coalition où figuraient François Kossuth ainsi que les comtes Andrassy et Apponyi. C'est un homme mêlé aux grandes affaires financières, et il possède probablement, dans la politique hongroise, une base d'opération qui lui permet de faire équilibre à la clientèle politique du comte Tisza.

### Le Figaro:

Le jeune empereur d'Autriche offre la «paix blanche», pour laquelle on lui a trouvé cette formule nouvelle: «La paix sur cette base que «toutes» les puissances ont honorablement défendu leur cause». L'Autriche s'est jetée sur la Serbie, l'Allemagne sur la Belgique, sur la Russie et sur nous; l'une et l'autre ont accumulé les horreurs: «Dans l'avenir, les relations entre les belligérants devront être exemptes de haine et de désir de vengeance.» Comme on l'avait aisément prévu, c'est surtout à la Russie, à la démocratie révolutionnaire de Russie, que prodigue ses sourires le Habsbourg, avec le Kaiser et le Grand-Turc, l'un des derniers autocrates du monde. «Une grande nation, notre voisine de l'Est, à laquelle nous unissions les liens d'une ancienne amitié», — cimentée surtout dans le sang de la Pologne, coulant par toutes ses veines, et dans le sang de la Hongrie, — «sort des ténèbres, cherchant une nouvelle orientation politique. C'est cette orientation qui sauverait l'avenir de la Russie avant qu'elle ait été conduite à la ruine par une aveugle politique de carnage.»

Doux et charmant Habsbourg! Pendant qu'il tend sa petite main, gantée de blanc, aux révolutionnaires de l'ainée des nations slaves, il livre aux Bulgares, pour les enrôler de force, tous ceux des Serbes qu'il n'a point accrochés à ses gibets; et les plus nobles des Tchèques déprissent en prison, comme Liebknecht lui-même, affamé par ordre, ou ils mangent le pain douloureux de l'exil.

### Le Pays:

Les Russes ont fait leur révolution avec cette idée qu'ils détruisaient, en la faisant, tous le régime tsariste, «y compris la guerre», en qui ils ne voyaient qu'un effet de ce régime tsariste. Comme les candides républicains français qui, lorsqu'ils renversèrent Napoléon II, dans la journée du 4 septembre 1870, s'imaginèrent que les Allemands allaient évacuer notre territoire et faire la paix, de même les républicains russes ont eu l'illusion de croire que, le tsar une fois abattu, le peuple allemand allait fraterniser avec le peuple russe, et même suivre son exemple en se débarrassant de son propre despote.

Avant de recommencer une guerre à mort contre l'Allemagne, les soldats russes veulent avoir la «certitude directe et formelle» que le peuple allemand est d'accord avec le kaiser pour repousser une paix fondée sur les principes pro-

clamés par la Révolution russe, c'est-à-dire sur le libre consentement des peuples, sur la démocratie.

### Le Figaro:

...Tous ces crimes impériaux, la «social-démocratie» les a couverts de ses votes et de ses applaudissements.

Les clairs principes de la France, en effet, il les faut opposer aux arguties ténébreuses de l'Allemagne. Mais à qui cela incombe-t-il? A ceux qui ont la charge régulière de parler au nom de la France, ministres ou diplomates, ou à des «missi dominici» d'eux-mêmes, telles ces jeunes filles russes qui s'étaient nommées elles-mêmes «comité du téléphone» et en interdisaient l'accès pour toute communication étrangère aux affaires publiques?

Que si, demain, des évêques italiens convoquaient à Rome des prêtres français, belges, anglais, pour causer des conditions de la paix avec des prêtres autrichiens ou allemands, que diriez-vous, ô citoyens!

...Il n'y avait plus d'armée russe, hélas! pendant nos batailles de l'Artois et de Champagne, où tout le poids de l'armée allemande fut sur les Anglais et sur nous. Mais M. Moutet lui-même, de retour de Petrograd, convient d'avoir vu «de réconfortants spectacles au front russe», et nous avons d'autres témoignages, plus autorisés encore, pour ces jours anniversaires de l'offensive de Broussilof. Ce grand chef n'aurait point repris sa démission s'il n'avait pas l'espoir de ramener au feu les armées revenues d'une folie passagère. Il refait les siennes de la Galicie au Pripet. L'armée russo-roumaine de Moldavie et de Bessarabie est reconstituée déjà sous le haut commandement d'un prince fidèle à son peuple et supérieur au destin. L'armée du Nord a été confiée à un jeune chef énergique, tenace, hardi, porteur d'un nom illustre, Dragomiroff. On n'imagine point que Kerensky se borne à faire, en compagnie d'Albert Thomas, acclamer d'admirables discours par les soldats du front qui jurent de donner leur vie pour la liberté russe. Déjà Lenine, continuant un métier qui n'est pas moins infâme pour n'être pas, assure-t-on, rétribué, dénonce l'infatigable ministre de la guerre et, dans sa «Pravda», l'appelle «l'impérialiste futur Napoléon». C'est une preuve, ça, que l'armée russe a compris la honte d'un armistice de fait, pire que la paix séparée d'un Sturmer.

### L'Echo de Paris:

Inutile de rappeler l'histoire du commencement de la guerre et le vote unanime des socialistes allemands du Reichstag, le 4 août 1914. Une fois de plus Bernstein vient de raconter cette histoire dans la «Zukunft» et son témoignage de minoritaire n'est pas suspect. Les socialistes nous demandent aujourd'hui d'aller défaire par de simples plaidoiries l'empire le plus formidable qui se soit constitué depuis Napoléon. Qu'il nous soit permis de ne rien risquer sur les assurances de succès qu'ils veulent bien nous donner.

### La Victoire:

Un leader de la minorité socialiste s'est écrié:

«— Nous sommes arrivés à cette phase de la guerre qui démontre qu'il n'y aura pas de solution militaire.»

C'est au moment où la formidable armée anglaise est enfin arrivée à se constituer et à tenir près de la moitié de notre front, c'est au moment où la colossale République américaine s'appête à entrer en ligne, qu'un représentant du peuple, dans un congrès du parti socialiste, lance ce cri de panique et de sauve-qui-peut.

Autrement dit: «nous sommes las de la guerre; nous en avons assez; nos morts à venger; notre vengeance à exercer contre les auteurs de l'abominable catastrophe, cela ne compte pas; faisons la paix, en proclamant que le militarisme allemand a réussi à tenir tête au monde entier.»

Voilà deux ans que les minoritaires étalent dans tous nos congrès cette âme de vaincus, qu'ils traduisent en les masquant par de belles tirades socialistes, leur lassitude et leur découragement.

Et c'est devant ces capitulards que la majorité socialiste a capitulé!

### *L'Heure:*

Les Boches, si fertiles en intrigues, n'ont pas monté sans raison celle de Stockholm. Malgré la présence rassurante de certains hommes tels que Branting, qui ont su se dégager de l'ambiance germanique, la conversation qui s'engagera là-bas ne me dit rien qui vaille.

Si la paix à tout prix devait sortir des conciliabules, au moment surtout du concours américain, si, par suite, la paix armée d'avant guerre devait remettre les nations en faction à leurs frontières, le cauchemar qui pèse sur le monde n'aurait pas disparu. Le mauvais rêve continuerait.

Et alors, ce ne serait pas seulement une bêtise que l'on aurait faite!

### *La Liberté:*

Le gouvernement ne pouvait pas avoir l'air d'envoyer une mission à Stockholm pour s'entretenir avec des socialistes allemands. Et quelle mission! Composée de ces socialistes français éternellement bafoués et trompés par la social-démocratie et qui iraient se faire duper une fois de plus; patriotes, nous ne le leur contestons pas, mais patriotes qui font bande à part et qui ne partagent pas en tout cas les grands espoirs de la nation. Etrange image de la France en armes qu'on présenterait à nos ennemis et peu capable de les décourager!

### *L'Humanité:*

En deux mots, voici l'argument irrésistible: rien à taire sans l'armée russe! Rien! Comparez l'effet produit par la grande offensive russe au moment où les Italiens étaient en mauvaise passe et la médiocre issue de la nôtre à laquelle les Allemands ont pu opposer toutes les troupes que les Russes auraient dû retenir.

Comment faire marcher l'armée russe? Sous l'ancien gouvernement, les armées russes étaient arrêtées traitreusement par les complots et les manigances de l'Allemagne et de ses puissants amis. Sous le nouveau, les troupes russes sont arrêtées d'abord par la nécessité de se réorganiser, ensuite par les scrupules de conscience du Soviet révolutionnaire.

Ricaner? Nous fâcher? Tant que vous voudrez, mais cela ne sert à rien. Il y a loin d'ici à la Néva! Ni nos moqueries ni nos colères n'y arriveront.

Alors? Cachin et Moutet nous disent qu'il y a un moyen de faire marcher l'armée de la Révolution russe. Oui! un moyen! un seul moyen! Il faut prouver aux Russes que nous valons mieux que les Allemands et que nous ne craignons pas la comparaison.

Les Russes verront par eux-mêmes que c'est nous, socialistes français, qui suivons la voie droite et non pas les majoritaires de la social-démocratie.

De son côté, notre gouvernement leur devra prouver qu'il est parfaitement sincère et ne poursuit, ni ouvertement ni secrètement, aucun dessein de conquête.

A ce prix-là, les Russes marcheront.

### *Le Rappel:*

Pour faire connaître ses desiderata, la Russie n'a-t-elle pas un ministre des affaires étrangères à Petrograd?

Ce ministre des affaires étrangères de Petrograd, n'a-t-il pas un représentant officiel, ici comme ailleurs? Car, enfin,

les conditions de la Russie doivent être communiquées à Londres, à Rome, à New-York, comme chez nous, à Paris. Les Cachin et les Moutet vont-ils faire la tournée des grands ducs, dans toutes ces capitales, pour endoctriner tous les gouvernements et toutes les assemblées de pays alliés?

Ces Messieurs ont-ils envisagé l'hypothèse d'une divergence possible entre la décision de la Chambre, si demain elle suivait leur politique et peut-être celles des gouvernements anglais, italien et américain le cas échéant?

Obliger la Chambre française à fixer les buts de paix de nos alliés en dehors des voies normales et des moyens classiques de la diplomatie, c'est pousser notre pays aux aventures et aux ruptures.

Nous n'avons pas d'amitiés de rechange, Messieurs.

### *L'Intransigent:*

Il s'agit de savoir si des Français, mandatés ou non par des groupes plus ou moins importants de particuliers, ont le droit de sortir de France et de s'en aller, en pleine guerre, pendant que huit de nos départements sont encore envahis, discuter de la paix avec les envahisseurs.

M. Henry Béranger pose le débat sur son véritable terrain, quand il écrit dans «Paris-Midi»: «C'est une véritable «dépossession des pouvoirs» du Parlement de la France que signifierait de semblables entrevues franco-boches en Suède.»

Et l'on trouve même des socialistes de bon sens pour protester contre ce voyage, comme M. Compère-Morel, qui déclare: «Cette tactique peut servir de prétexte à toutes les intrigues, à toutes les équivoques d'une social-démocratie qui est dans l'impossibilité absolue, par ses traditions, comme par sa politique de guerre, d'accepter les conditions russes.»

... Mais alors que reste-t-il comme excuse à nos pèlerins de Stockholm? Le prétexte de leur imprudence, c'était, disaient-ils, l'espoir d'une entente avec la social-démocratie allemande pour une paix sans annexions. Illusion générale, peut-être, mais cent fois démentie par les faits et qui n'a jamais été prouvée plus invraisemblable. Laissera-t-on, dans ces conditions, une agitation malsaine se propager dans le pays, sous prétexte que le socialisme russe nous y engage? Et ne pourrait-on prier la Révolution Russe de commencer par rendre à sa propre armée l'activité et l'armement nécessaires, et de retenir ainsi chez elle les quarante divisions allemandes qui ont quitté le front oriental pour nous tomber sur les bras?

### *Le Figaro:*

On a vu se glisser parmi les mininettes, pour les encadrer et les conduire, des recruteurs de guerre civile qui nous entraîneraient loin si on leur laissait poursuivre ce racolage. Il y a là un des grands dangers de l'heure présente, que nous n'avons pas besoin de signaler au gouvernement pour qu'il s'en rende compte et qu'il agisse.

Nous subissons le contre-coup de la vie chère. Des grèves sont fatales, certains mouvements inévitables. Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que ces mouvements ne débordent point leur objet, qui est le règlement des difficultés entre ouvriers et patrons, et qui n'est pas autre chose. Cet «autre chose» c'est ce que poursuit précisément le pacifisme international par ses agents secrets. Il serait facile d'en apercevoir à l'affût, derrière toutes ces grèves, cherchant à exploiter les revendications, légitimes souvent, des travailleurs français et tâchant d'en faire du désordre et de la révolte. Voilà ce que le gouvernement a le devoir de dire aux patrons comme aux ouvriers, afin qu'ils ne tombent point au piège abominable qui leur est tendu. Avec des paroles claires et de la fermeté, il les amènera facilement à une loyale et patriotique entente.

*Le Petit Journal:*

Si les représentants de notre démocratie sociale ont assez de sagesse et de clairvoyance pour mettre résolument les intérêts de leur patrie et ceux de la liberté des peuples au-dessus des considérations particulières qui les avaient entraînés à se soumettre à la manière de voir des Russes, ils se féliciteront intérieurement d'une mesure qui les délivre des contacts où ils auraient perdu, sans profit pour personne, quelque chose de leur dignité.

*L'Echo de Paris:*

Certains prétendent que nous ranimerions l'esprit guerrier de la Russie en entrant dans ses manières de sentir, en nous associant à ses illusions, mais ce qu'il a de plus clair, c'est que nous énerverions notre propre esprit guerrier en adoptant un mysticisme, une religiosité slave — qu'il nous suffit d'admirer littérairement dans Tolstoï — et en laissant propager parmi nous les illusions débilantes de certains éléments de Petrograd.

*Le Journal:*

A diverses reprises, les Chambres et l'opinion ont appelé l'attention du gouvernement sur la nécessité de procéder à l'épuration complète de la capitale. Il n'a pas été tenu suffisamment compte de leur protestation, et c'est ainsi que parmi les organisations des tumultes de la rue se trouvent surtout des étrangers suspects, des Hollandais, des Grecs, des Espagnols, porteurs de sommes importantes et cherchant à débaucher les ouvrières qui travaillent pour la défense nationale.

Comment ont-ils pu franchir nos frontières ou demeurer à Paris? Quels sont les fonctionnaires responsables de cette situation et dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont manifestement au-dessous de leur tâche?

...Il ne suffit pas de faire un appel, d'ailleurs superflu, au calme de la véritable population ouvrière de la capitale, qui, depuis trois ans, a donné tant de preuves de patriotisme et de sang-froid. Il faut aller à la racine du mal, il faut être maître chez nous et débarrasser Paris des agents provocateurs.

*L'Action française:*

Ce ne sont plus seulement des « tracts » allemands qui sont en cours de distribution dans les réunions où nos Français grévistes usent de leur droit syndical et s'efforcent d'améliorer leur sort dans l'extrême difficulté des temps: on a aperçu les distributeurs philoboches.

Nos anciens lecteurs connaissent notre axiome fondamental: « la Révolution vient d'Allemagne ». C'était en temps de paix, dès les années 1897, 1898, 1899 que nous disions cela, qui n'était que trop vrai. En pleine guerre, c'est l'évidence. Le personnel politique républicain est trop imprégné des formules de droit pour ne pas porter spontanément la question fondamentale de « Cui prodest ». A qui cela sert-il, si ce n'est à Guillaume II et à Sudenkum syndiqués?

Il est d'intérêt national que les discussions légitimes entre patrons et ouvriers se déroulent dans le calme et soient

réglées avec fraternité. Les deux partis ont des intérêts communs évidents, que la lumière des débats doit faire sail- lir et qui doivent aboutir à des ententes justes et loyales: personne, à cette heure surtout, n'a le droit d'essayer d'ag- rir leurs rapports. Celui qui fait cela est le serviteur conscien- t ou inconscient de Berlin.

*La Victoire:*

Les Allemands se flattent ouvertement de provoquer des troubles à Paris, avec l'espoir qu'ils mettraient notre armée sur le flanc, comme ils l'ont fait de l'armée russe. Que nos femmes grévistes, qui sont de bonnes Françaises, que nos pacifistes bélants, qui ne sont pas de mauvais Français non plus, aient continuellement présente à l'esprit la pensée que le kaiser, le monstre qui est la cause de la mort de tant de leurs, donnerait des millions et des milliards en ce moment à ceux qui pourraient lui organiser une bonne émeute à Paris.

*Paris-Midi:*

Le problème de la présence des étrangers en France qui se pose une fois de plus. La chambre syndicale des mar- chands de jouets, prenant le taureau par les cornes, émet le vœu que les sujets de nations alliées, âgés de moins de 45 ans, soient invités à quitter notre territoire s'ils refusent de s'engager, d'ici deux mois, dans l'armée française! Voilà une mesure radicale! Il ne semble pas que l'armée française ait à se substituer aux armées respectives de nos alliés, qui tous ont chez eux le service obligatoire et possèdent le moyen de rechercher leurs insoumis chez nous. En tout cas, cette militarisation des étrangers ne pourrait s'appliquer qu'aux Alliés. Avec des Turcs, des Grecs ou des Espagnols, la ressource de la caserne disparaît. Il faut les supporter, ou les déporter, et la rareté de notre main-d'œuvre mas- culine ne nous laisse guère le choix. Comment se feraient cette année les vendanges, par exemple, dans nos départe- ments du Sud-Ouest, si nous n'avions pas notre habituel contingent d'ouvriers espagnols à 5 francs par jour?

Tant que dureront les hostilités, le gouvernement pos- sèdera d'ailleurs le moyen de procéder contre les individus indésirables par des mesures sommaires autant qu'expéditi- ves. C'est après la guerre, dans une France momentanément appauvrie en hommes, forcée de faire un large appel aux travailleurs étrangers si elle ne veut rester en friche, que les grèves soulèveront d'irritantes questions internationales. L'Italie et l'Espagne, l'Amérique et la Chine prétendront protéger leurs nationaux occupés en France.

Ceux-ci jouiront-ils du droit de grève au même titre que les ouvriers français? Qui dit grèves, dit manifestations. Mais le droit de manifester, c'est presque un droit politi- que. Allons-nous laisser prendre des droits politiques à des étrangers?

La solution sera de ne laisser venir en France que des bras, jamais des têtes. La tête est solide chez nous. Des ingénieurs, des contremaîtres et même des ouvriers tech- niques, nous en avons, ou nous en aurons assez. Seule la main-d'œuvre inférieure nous manquera. C'est aussi la seule dont il faut permettre l'introduction.

## ANGLETERRE

*Morning-Post*, 26.V.17. — Les acquisitions ter- ritoriales en Norvège:

La « Commercial and Shipping Gazette » a reçu du Central-Einkauf-Gesellschaft, de Christiania, une lettre déclarant que cette société n'a pas acheté et ne compte pas acheter de propriétés sur la côte norvégienne. La « Shipping Ga-

zette » dit qu'elle n'a jamais mentionné le nom de cette maison et elle suggère l'idée que cette lettre a été dictée par une mauvaise conscience.

Le journal ajoute que les îles de Borven et de Salhus ont été vendues, et que, bien que des noms norvégiens aient été mis en avant, le prix a été payé en monnaie allemande. Bor- ven servira de dépôt pour le charbon allemand.

*Morning Post*, 29.V.17. — Ce que l'Amérique a déjà fait :

Le résumé suivant de ce que les Etats-Unis ont accompli durant les sept semaines écoulées depuis leur déclaration de guerre ne sera pas sans intérêt, à titre de démonstration de la participation intégrale de l'Amérique et de son habileté à procurer une aide immédiate et puissante aux Alliés.

Une loi a passé au congrès donnant une armée de 2 millions d'hommes.

La législation concernant les avances à faire a également passé au congrès, et cette loi est déjà en application : 750 millions de dollars ont déjà été avancés aux Alliés.

Des flotilles et des destroyers américains ont été envoyés dans la zone d'action des sous-marins, où elles coopèrent effectivement avec les marines alliées.

Une division d'armée, un certain nombre de marins, et neuf régiments d'ingénieurs ont été expédiés en France.

Dix mille médecins et de nombreuses gardes-malades ont été ou seront envoyés tant en Angleterre qu'en France.

En ajoutant ces unités au nombre des Américains qui servent déjà dans les armées anglaises et françaises, on arrive à un total de 100,000 Américains en France, égalant cinq divisions allemandes.

En août prochain, la garde nationale des Etats-Unis sera d'une force totale de 400,000 hommes, en augmentation de 250,000. L'armée régulière a été augmentée d'environ 180 mille hommes, tandis que le personnel de la marine était doublé. Quarante mille jeunes Américains de la meilleure trempe sont maintenant assemblés en seize camps, où ils subissent un entraînement intensif, dans le but d'en faire des officiers dans les nouvelles armées.

Des conférences ont eu lieu avec les commissions françaises et britanniques pour arranger les principes essentiels de la coopération, et divers plans ont été aménagés en vue d'une action industrielle, entre autre celui qui prévoit 262,000 milles de voies ferrées. On a pris des arrangements pour la construction de 3500 aéroplanes de guerre et pour la préparation de 6000 aviateurs dans le courant de cette année. Des sociétés industrielles de toutes les parties du pays ont exprimé leur volonté d'entreprendre du travail de guerre, et un inventaire de toutes les ressources nationales a été fait et mis à la disposition des Etats-Unis et des Alliés.

*Daily Telegraph*, 29.V.17. — A propos de la nouvelle Russie.

Continuant une étude déjà longue et fort documentée, le Dr E.-J. Dillon en arrive à cette conclusion que, à moins qu'on arrive tout à coup à rétablir la discipline et à rendre à l'armée son esprit de corps, son efficacité, en tant qu'organe d'offensive contre l'Allemagne, doit être considérée comme perdue. Une méthode d'aimable persuasion, des traitements doux n'ont jamais servis à fonder une forte armée. C'est ce que Goutchkov, Gurko, Broussiloff ont parfaitement senti.

Goutchkoff a fait tout son possible pour réenflammer l'esprit patriotique de l'armée. Mais le principe d'égalité, l'impunité du refus d'obéissance, sont autant d'obstacles à des succès militaires. Au lieu de se contenter de lancer de Pétrograde des manifestes plus ou moins enthousiastes, il a pensé mieux faire en se rendant en personne sur les divers fronts, et c'est le ré-

sultat de sa propre expérience qui lui a permis de pousser le cri d'alarme, et de déclarer que la nation se trouve actuellement à l'extrême bord de l'abîme.

Nombre de symptômes désolants montrent combien faible est devenue l'organisation de l'armée sur le front. Des groupes entiers de soldats refusent d'obéir à leurs officiers; la tendance croit toujours de critiquer les ordres reçus. Il y a une véritable épidémie de désertions. Les hommes tendent une main fraternelle à leurs «camarades», et, à leur grande satisfaction, cette main est cordialement reçue. C'est qu'à bien des points de vue, les paysans russes sont encore des enfants. On raconte qu'au front, «les Allemands attaquent les Slaves non avec des fusils ou des mitrailleuses, mais en apportant des œufs de Pâques, du vodka, d'autres présents qu'ils déposent devant les combattants russes». En divers endroits, — notamment sur le front roumain, — le rapport officiel dit que l'ennemi arbora des drapeaux blancs, et que ses soldats, sortant de leurs propres tranchées, s'approchèrent de celles des russo-roumains «portant dans leurs mains des paquets contenant probablement des cadeaux de Pâques. Tous ces groupes furent chassés par notre feu», dit le rapport. Mais, en d'autres endroits, on leur fit bon accueil, les œufs et le vodka, ainsi que d'autres victuailles furent consommés sur place entre «camarades», et cela au grand dégoût des officiers patriotes, mais impuissants.

Les passages entre guillemets sont, dit le journal anglais, traduits du *Novoïe Vremia*, No 30, du 30.IV.17. Il est vrai, poursuit M. Dillon, que quelques groupes d'armées ont conscience du danger que court la nation, et sont prêts à soutenir leurs généraux. Une députation envoyée de Minsk, qui est le quartier général du commandant de l'armée du Nord, est arrivée récemment à Pétrograde, pour dire au gouvernement de persévérer dans ses mesures patriotiques, et disant que les troupes du Nord sont prêtes à marcher au cas d'une attaque tentée contre le gouvernement provisoire. La députation eut pour effet de soulever la colère du Comité des ouvriers et de militaires, qui exigea la révocation du général Roussky. Le gouvernement céda, et nomma le général Dragomiroff à la place d'un de ses plus loyaux soutiens. Se rendant compte de leur impuissance, plusieurs chefs de l'armée se sont retirés. Le général Korniloff, commandant de la garnison de Pétrograde, est un de ceux-ci.

De même, M. Gutchkoff a remis sa démission, qui a été acceptée. Son successeur comme ministre de la guerre est le brillant et bouillant jeune socialiste Kerenski. Il a résolument pris sa tâche en main, et sa résolution ne fut pas l'effet de l'ignorance, car le jour où il accéda au pouvoir, il dit à ses concitoyens : « Le sort du pays est entre vos mains. Prenez garde ! Ayant goûté de la liberté, nous sommes en train d'être intoxiqués... »

... Les officiers, incapables de se faire obéir, se tournent avec désespoir vers le passé, et attendent l'arrivée d'un Messie slave ou d'un Napoléon russe... Ainsi une anxieuse attente est la caractéristique de la situation.

La Russie ne manque pas de tacticiens parlementaires, ni de professeurs aspirant à devenir des hommes d'Etat. Ce qu'il lui faut, c'est d'avoir à sa tête des hommes vivants, imbus de l'instinct du gouvernement, des hommes de discernement, de mâle énergie, conservateurs de tempérament et révolutionnaires par réflexion.

... Il me semble, conclut M. Dillon, que les peuples alliés peuvent obtenir une aide matérielle de la Russie, en exigeant la garantie que toute somme dorénavant avancée au gouvernement provisoire de Petrograd soit exclusivement et effectivement employée à étendre et à intensifier l'effort militaire et naval combiné contre l'ennemi commun.

*The Morning Post*, 30.V.17. — Le retour de Sir E. Shackleton :

Sir Ernest Shackleton arriva hier à Londres. Il y a deux ans et neuf mois depuis que son expédition partit d'ici pour l'Antarctique...

A un représentant de Reuter, il dit : « La première impression en Angleterre, après ma longue absence est celle du sérieux et de l'énergie de chacun. Je viens justement d'Amérique, où j'ai passé un mois. Un grand éveil se fait là. La nation tout entière se prépare à sa tâche. C'est une merveilleuse démocratie, et ils sont déjà autant dans la lutte que nous. Washington est un centre d'ouvriers, comme Londres, et comme je pense que le sont toutes les autres capitales alliées. Le génie d'organisation américain est appliqué partout. L'Amérique est en train de faire de grandes choses pour la liberté.

Sir Ernest dit qu'il fut grandement impressionné par la joie du peuple d'être enfin en guerre, et par leur satisfaction d'envoyer des contingents en France. Partout où il alla, il y avait des drapeaux flottants. Les prix des drapeaux ont augmenté de 150 %. Cela ne signifie rien, dit-il, mais la merveilleuse organisation dans les ministères à Washington signifie quelque chose...

En ce qui concerne le Chili, la marine est pro-alliés, et les civils, dont un grand nombre sont d'origine allemande, ne sont certainement pas très fortement pro-allemands...

Sir Ernest ajoute qu'il resterait seulement quelques jours dans ce pays, et qu'il le quitterait pour accomplir un travail de guerre spécial, — non pas en Mésopotamie, comme on l'a dit, mais dans une sphère où il croit pouvoir être utile. Presque tous ses hommes travaillent pour la guerre; l'un d'eux a déjà donné sa vie sur le front ouest.

Le plus grand nombre d'entre eux n'eurent pas de nouvelles de la guerre de septembre 1914 à janvier 1917, et ils furent tous grandement surpris d'apprendre qu'elle durait toujours.

*Morning Post*, 30.V.17. — Les Allemands en Chine.

Le journal reçoit une longue lettre de son correspondant de Tientsin, qui décrit les immenses efforts faits par les Allemands pour maintenir la neutralité de la Chine :

Pendant plusieurs semaines, le ministre allemand a retenu les réponses de son gouvernement à la protestation chinoise, pendant que les politiciens chinois étaient flattés et cajolés, invités à des banquets, gorgés de vin, le tout dans l'espoir de faire avorter la rupture. A un moment donné, il semblait que ces intrigues allaient réussir. Lorsque le président interposa son veto et que le premier ministre partit pour Tientsin, la balance hésita. Mais, malgré les intrigues, les menaces et les promesses allemandes, les deux chambres votèrent par une écrasante majorité en faveur du projet du cabinet.

Alors seulement le ministre allemand présenta la réponse de son gouvernement. Mais, bien qu'elle fut d'un ton conciliant, elle ne contenait pas les assurances demandées

par la Chine et elle arrivait trop tard pour influencer la décision du gouvernement. L'ambassadeur allemand reçut une note annonçant la décision prise par la Chine et concernant ses passeports, et on fit savoir que tous les consuls allemands seraient pourvus de pareils « chiffons de papier ».

... La Chine a déjà fait des ouvertures à l'Entente, en vue d'obtenir leur consentement à remettre pour une période de dix ans les futurs paiements de l'indemnité des Boxers, de manière à vaincre les difficultés financières immédiates... On considère que le Japon favorise l'entrée de la Chine dans l'Entente, et qu'il assiste les légations alliées dans tous leurs efforts tendant à obtenir ce concours de la Chine.

... La nouvelle de la révolution russe, qui arriva tout d'abord de source allemande, a causé un grand effet dans les cercles officiels et politiques chinois, jusqu'à ce que des nouvelles plus complètes montrèrent qu'elle avait eu lieu presque sans effusion de sang et qu'elle était principalement dirigée contre l'influence allemande. Mais sans cet événement sensationnel, il semble probable que la Chine aurait déjà déclaré la guerre aux empires centraux. Avec leur prudence habituelle, les ministres chinois désirent tout d'abord être sûrs qu'ils n'abordent pas au mauvais rivage. Les derniers télégrammes ont été plutôt rassurants, et la plupart des journaux chinois (à l'exception de ceux qui sont la propriété des Allemands ou qui sont subventionnés par eux), saluent avec joie le changement de gouvernement en Russie, et se montrent plus enthousiastes que jamais à suggérer que la Chine doit se joindre aux puissances de l'Entente.

*Westminster Gazette*, 31.V.17. — L'importance de la guerre sous-marine.

Après constaté que la guerre sous-marine semble avoir donné tout ce qu'elle pouvait, et que le danger paraît partiellement conjuré, le rédacteur du journal ajoute :

Cependant, nous pouvons difficilement exagérer l'importance du sous-marin comme facteur moral dans les pays ennemis, et l'extrême nécessité de produire à ce sujet le plus rapidement possible une désillusion. Rien n'a mieux servi le gouvernement allemand à faire accepter au peuple cette période de semi-famine et de dépression, que sa confiance dans l'assertion qu'il avait découvert une « arme infaillible » destinée à réduire les Alliés en un espace de temps exactement mesuré : Le bateau U est, en ces jours, l'espoir et la foi de l'Allemagne, et le thème inépuisable des experts, des ministres, artistes et poètes. Dans son discours sur le front ouest, la semaine dernière, le Kaiser assura les soldats que « leurs camarades sur mer travaillaient à couper pièce par pièce les nerfs vitaux de l'ennemi », et il exprime la certitude que les soldats n'ont qu'à résister fermement dans la défensive, car les bateaux U font le reste... A quel point le gouvernement allemand craint la désillusion à ce sujet, on peut en juger par le fait qu'il a supprimé un numéro complet de la « Vossische Zeitung », parce qu'elle contenait un article du distingué expert naval, capitaine Persius, disant cette simple vérité que la guerre ne serait pas terminée par les sous-marins.

*Morning Post*, 31.V.17.

Le journal, en traitant la même question, donne « in extenso » le « Message à la Russie » du général Smuts, lu par celui-ci à l'occasion de l'exposition russe, dans les Grafton Galleries. Voici la conclusion de ce long discours :

Je ne puis assez le répéter au peuple russe qu'il doit avoir une organisation et une discipline dans toutes ses activités: l'armée, les services de transport, l'intendance, et partout aussi à l'arrière. S'il veut être libre, il doit être organisé. Je suis certain que le peuple britannique tout entier souhaite le plus grand succès au peuple russe. Nous avons maintenant réalisé une union des libres démocraties de la terre. L'Allemagne, l'Autriche, la Turquie, toutes les autocraties — quelle association! Je pense que vous pouvez encore ajouter le diable sur cette liste! De l'autre côté, vous avez toutes les nations libres, qui n'ont jamais été préparées à cette besogne, qui ont été attaquées et battues. Heureusement pour nous, la guerre a duré assez longtemps pour nous permettre de nous préparer. La Russie n'oubliera pas que l'ennemi se trouve toujours sur sa route. Nous aurons ainsi une alliance de toutes les démocraties, et grâce à ces forces unies contre les trois, — et même contre le quatrième que j'ai cité, — je sais que la victoire est au bout.

*Morning Post*, 31.V.17. — La situation en Grèce.

Ce journal contient une note très détaillée de son correspondant d'Athènes, au sujet de la chute déjà ancienne d'un mois du cabinet Lambros. Il rappelle comment M. Lambros sut toujours trouver des échappatoires et prolonger les délais, jusqu'à finalement épuiser la presque incompréhensible patience des Alliés:

Lorsque les officiers français découvrirent que le canal de Corinthe était miné, en vue de le combler et de faciliter ainsi une invasion éventuelle des troupes grecques du Péloponèse, M. Lambros assura au général Caubonne que les galeries de mines découvertes avaient été construites par Néron dans son inutile tentative de percer l'isthme de Corinthe. Quand cette explication manqua son but, il prétendit que ces travaux avaient été faits par la compagnie du canal de Corinthe pour se rendre compte de la formation géologique du terrain avant de commencer les travaux. Enfin, il admit que les galeries étaient l'ouvrage des ingénieurs de l'armée grecque, à la suite d'ordres donnés par l'état-major général immédiatement après les événements du 1er décembre, mais avant l'ultimatum du 31.

Il atermoya de même dans les questions des bandes armées organisées par certains officiers supérieurs d'artillerie à Athènes, dans un but de guerre de guerrillas contre le flanc du général Sarrail, et pour maintenir les communications entre l'état-major grec et les lignes germano-bulgares vers Monastir.

... Il en fut de même encore pour la question des lignes de réservistes.

Tout ceci est du reste connu. Le correspondant anglais poursuit en disant que M. Lambros

ne fut pas la source de ces agissements. Il fut, il est vrai, le facteur nominale responsable, mais, en réalité, il n'était qu'un homme de paille entre les mains d'autres plus malins que lui. Les vrais acteurs, qui se tenaient dans les coulisses, n'étaient autre que le roi lui-même, puis M. Streit, son conseiller intime, son « invisible chancelier », selon l'expression de M. Venizelos. On peut dire que, sous le ministère Lambros, M. Streit contrôlait ouvertement le ministère des affaires étrangères. A côté de lui était le général Dousmanis, qui, bien que nominale relevé de son poste de chef de l'état-major général, — afin de donner satisfaction à la crédulité des Alliés, — n'en continuait pas moins à assumer les charges de cette situation, ayant sous sa direction l'armée, tandis que son frère, le vice-amiral Dousmanis, avait en mains tous les services de la marine. Parmi les autres membres du cabinet occulte qui fonctionne à Athènes, il faut encore citer MM. Goumaris, l'ancien premier ministre, et Mercouris, ex-maire d'Athènes.

Ces quatre hommes dirigent virtuellement les affaires de la Grèce. Ils ne se rencontrent pas souvent, mais ils sont en constants rapports mutuels au moyen de leurs lieutenants et sous ordres, qui sont en grand nombre. Ils forment le centre d'une organisation qui, comme un cancer, étend ses fibres dans toutes les branches des services publics, dans toute les classe de la société. La politique extérieure de cette cabale se résume en sympathie pour l'Allemagne et en haine, plus ou moins déguisée, pour l'Entente. Leur but intérieur est l'abolition du gouvernement constitutionnel en Grèce, et l'établissement d'une monarchie absolue, selon le type prussien, assistée d'une oligarchie militaire.

L'arrivée au pouvoir de M. Zaimis est, dans ces conditions, particulièrement difficile. Les hésitations avant d'accepter le pouvoir prouvent qu'il se rend compte de ces difficultés, et le fait qu'il a finalement accepté, prouve qu'il est résolu à les surmonter.

Tous ses amis personnels, et les amis de la Grèce doivent espérer son succès en ce moment suprême. Car il est inutile de déguiser cette terrible vérité que, s'il ne parvient pas à mettre la main sur les pouvoirs occultes qui travaillent le public, ce sera la fin de la Grèce actuelle, et MM. Streit, Dousmanis et Co verront que leur politique les a conduit non simplement à une défaite, mais à une véritable catastrophe pour eux-mêmes, leur souverain et leur pays.

## ALLEMAGNE

*Der Beltried*, V.17. — Chronique économique belge (Résumé):

Le rapport présenté à la dernière assemblée générale de la Société Générale de Belgique qui a 65 succursales dans le pays se prononce assez défavorablement sur la situation économique en Belgique. Les 11 mines de houille dépendant de la Société, exploitées seulement 4 jours par semaine n'ont produit que 3.45 millions de tonnes, soit le 67 % de la production normale (60 % l'année précédente). Le renchérissement des matières premières a contribué

aussi à une élévation sensible du prix de revient. Par le marasme dans lequel se trouve la vie commerciale, les affaires de banque proprement dites ont sensiblement diminué. Les dépôts de numéraire en banque ont dépassé la somme de 1 ½ milliard, ce qui démontrerait bien l'intensité de la crise que traverse le pays. Malgré toutes les considérations pessimistes, l'entreprise accuse un bénéfice net égal à celui de l'année précédente après avoir effectué des amortissements pour une valeur inconnue et sans doute aussi des réserves. Après distributions aux 31,000 actions d'un dividende de 5 %, les parts de Réserve ont obtenu un

dividende de 100 fr., soit le double des deux années précédentes. Le public ne partage pas le pessimisme de la banque, car les parts de réserve qui dans les 4 ans d'avant guerre touchaient une répartition de 200 à 235 et étaient cotées autour de 6000 fr. gardent sensiblement la même valeur aujourd'hui malgré une répartition bien plus faible. Cette remarque peut s'appliquer également aux actions de la Banque d'Anvers, filiale de la Société Générale, dont les actions sont cotées actuellement comme avant la guerre au 300 % de leur valeur nominale. Le bénéfice net de cette entreprise a été de 4 millions de francs, contre 2,2 millions pour la Société générale. Les 50,000 actions de la Banque d'Anvers ont touché un dividende de 10 % pour une valeur nominale de 500 fr. Elles touchent le double de ce qui a été accordé pendant les deux dernières années. Malgré cela le rapport de gestion est très laconique et a provoqué de vives critiques, le public belge sachant ce qui se passe dans les grandes sociétés par actions. La guerre a fait constater plusieurs déficiences d'organisation économiques en Belgique tel que le manque de groupement des forces tendant à un même but. L'administration allemande fait son possible pour y remédier par un organisation judicieuse et pense que la bonne voie qu'elle indique aux Belges prévoyants continuera à être suivie après la guerre.

### *Deutsche Korrespondenz*, No 24:

Dans l'étude la plus approfondie sur le «pangermanisme» («The Pan-Germanic-Doctrine», London and New-York 1904), parue en langue anglaise existe l'étonnante concession suivante: «Sous plus d'un rapport le «pangermanisme» est une doctrine aussi bonne que celle de Monroë ou que la prétention de la Grande Bretagne à la maîtrise des mers». Nos adversaires nous reprochent l'hypothèse énoncée par Geibel que le germanisme pourrait un jour aussi régénérer le monde. Dans une poésie de Martin Tupper datant de 1838 on pourrait trouver une confiance en soi-même analogue encore bien plus grande, car dans «The Anglo-Saxon Race», la dernière strophe commence ainsi: «Englishmen everywhere faithful and free! Lords of the Land, and Kings of the sea». (Anglais partout loyaux et libres, maîtres sur terre et rois sur mer). Voilà un enthousiasme poétique et — comme l'ont révélé sous une forme officielle les discours les plus récents, les notes et les messages du président Wilson — un idéal englobant l'univers, qui surpasse de beaucoup en buts politiques et en aspirations ce que l'association pangermaniste, ou de fantasques allemands isolés, ont fait entendre au monde.

### *Deutsche Korrespondenz*, No 25. — Contre les Pangermanistes.

L'auteur rappelle l'attitude de M. Delbrück, professeur d'histoire à l'Université de Berlin et directeur des «Preussische Jahrbücher» qui déjà en décembre 1913 dénonçait le danger créé par les Pangermanistes, disant notamment:

On se consolait jadis par l'idée que les pangermanistes ne constituent qu'un petit groupement plutôt ridicule et sans aucune influence. On ne peut plus en dire autant aujourd'hui. La presse pangermaniste est répandue et a beaucoup de lecteurs. La crainte provoquée par les succès de l'agitation pangermaniste va donc toujours en croissant.

Je n'ignore pas que nombre de personnes sont d'avis de ne pas prendre au tragique le mouvement pangermaniste, mais je ne puis partager leur optimisme.

Après ce rappel au passé, le directeur de la *Deutsche Korrespondenz* ajoute:

La nation allemande doit-elle aujourd'hui comme autre-

fois être entraînée à des prétentions qui retardent indéfiniment la paix, ne la rendent qu'éphémère au cas où elle viendrait à être conclue? Le danger pangermaniste, déjà menaçant en 1913 n'est point vaincu; il est plus que jamais du devoir des gens consciencieux de mettre la nation en garde contre les chercheurs d'aventures qui veulent lui arracher le seul succès de cette guerre, à savoir d'avoir sauvé l'Allemagne contre un monde d'ennemis.

*Vossische Zeitung*, 22.V.17. — Le chancelier au baron de Geblattel.

S. E. v. Geblattel avait adressé au chancelier, en date du 6 mai, une lettre dans laquelle étaient exposées les vues annexionnistes des pangermanistes. L'auteur de la lettre ne craignait pas de représenter le peuple allemand comme profondément déçu par le mutisme du gouvernement et laissait entrevoir que cette déception provoquée par le peu d'envergure des buts de guerre supposés du gouvernement pourrait entraîner la révolution, voire la destitution de la monarchie. A quoi le chancelier répond:

Je reconnais le mérite que s'est acquis l'Association pangermaniste avant la guerre en élevant le niveau de la puissance de volonté nationale, et par la lutte contre «l'idéologie» d'une fraternité des peuples. Mais elle a malheureusement joint à cette volonté nationale un tel manque de pénétration politique, qu'elle a déjà avant la guerre souvent compliqué les affaires politiques, et a obligé tout gouvernement ne voulant pas se laisser forcer la main à se mettre en opposition ouverte avec elle.

Le chancelier constate que si la guerre a développé la volonté nationale l'incompréhension politique de l'association pangermaniste a atteint au grotesque.

Les cercles fidèles à la monarchie que V. E. dit représenter manqueraient de la façon la plus élémentaire à leurs devoirs envers la Couronne si, au lieu d'attendre jusqu'à ce que le gouvernement juge le moment venu de parler ouvertement ils cherchaient à susciter dans le peuple une inquiétude concernant une politique que rien ne fait supposer devoir être faible et mesquine.

D'après V. E. cette inquiétude se serait muée en exaspération, en désespoir et en tendances à la révolution. Le dilemme se pose alors: ou l'affirmation est exacte et la responsabilité en pèse alors sur ceux qui au lieu de la combattre ont attisé cette tendance par manque de jugement politique et de discipline nationale et ce malgré les explications nettes du gouvernement; ou bien cette affirmation est inexacte; alors je dois la considérer comme une menace et comme la tentative d'une minorité de soumettre à sa volonté le dirigeant des affaires d'Empire désigné par la Couronne.

Le chancelier affirme alors la conviction que S. E. v. Geblattel ne nuira pas à la fierté et à la joie que ressentira le peuple devant le prix de la victoire qu'il aura arraché.

*Die Glocke*, 26.V.17. — Les débats sur les buts de guerre, par le Dr Paul Lensch, député au R. G. (Résumé):

Pour l'auteur, le meilleur discours qui a été prononcé le 15 mai au Reichstag est celui du chancelier qui a nettement annoncé qu'il n'y avait actuellement rien à dire

sur les buts de guerre. Malgré cela l'interpellation socialiste n'était pas superflue, elle avait pour but de contrebalancer celle des conservateurs annexionnistes qui seule l'avait motivée. C'est donc de l'excellent travail préparatoire en vue du congrès de Stockholm dont on espère des bons résultats en faveur de la paix. La démocratie sociale allemande pourra se targuer d'être avec la démocratie socialiste russe le seul parti de l'ancienne internationale qui ait demandé à son gouvernement la paix sans annexions ni indemnités. L'interpellation socialiste au Reichstag devait certainement refléter l'opinion d'une fraction assez considérable du peuple allemand à laquelle les socialistes démocrates se doivent de ne laisser passer aucune occasion de manifester en faveur de la paix.

Le discours du chancelier ainsi que les commentaires de la presse allemande n'ont donc pas mis fin au débat sur les buts de guerre et la discussion se poursuivra sans aucun doute.

« Mais toute la situation n'a-t-elle pas été faussée en déviant sur le terrain: pour ou contre les annexions? » — car on attribuerait alors comme influence sur la durée de la guerre une importance exagérée aux cris des annexionnistes. Leurs visées ont une cause bien plus psychologique que politique. La preuve de ce manque d'influence réside dans les froides déclarations de socialistes français: « Les cris annexionnistes allemands nous en imposent bien peu. Nous savons que l'Allemagne n'annexera rien du territoire français. Notre but n'est pas la renonciation allemande à des annexions mais la défaite allemande ». Les déclarations russes ont-elles amené une modification dans les buts de guerre de l'Entente? Non, constate M. Lensch, et pour lui la vraie raison de la prolongation de la guerre réside à Londres. Les déclarations des socialistes allemands sont pour l'Angleterre aussi mal venues que celles des conservateurs car par leur désir de paix sans annexions ils portent atteinte au principe de la puissance mondiale anglaise. La tactique politique anglaise a toujours été dirigée contre l'Allemagne et si l'Allemagne s'était bien pénétrée de cette idée elle ne devrait pas s'apercevoir « que par la faute de l'Angleterre la guerre est devenue aujourd'hui un combat de vie ou de mort entre les nations allemande et anglaise ».

L'auteur termine en constatant que le gouvernement démocrate socialiste russe n'a eu encore aucune influence sur l'Angleterre et tout en désirant qu'il obtienne des résultats favorables pour la paix il dit qu'il faut se garder de trop grandes espérances ceci afin de s'éviter peut-être de cruelles désillusions.

*Deutsche Tageszeitung*, 29.V.17. — L'Internationale:

La conférence de Stockholm est une vaste intrigue anti-allemande et dans son issue la plus favorable, à laquelle nous ne croyons du reste pas, elle ne saurait être qu'un coup d'épée dans l'eau. L'Empire et le peuple allemands ne doivent pas se laisser induire en erreur par cette organisation, quelques soient les phrases, tentatives ou menaces avec lesquelles elle travaillera ou commencera; seuls les buts de guerre allemands sont garants de l'indépendance, de la liberté et de la sécurité. La situation en Russie montre que le temps travaille pour nous et il serait très possible aussi qu'en France des indices tangibles de cette évidence ne puissent plus être étouffés.

*Tägliche Rundschau* 30.V.17. — Un miracle autrichien ?

Pour dire succinctement ce que sera ce 30 mai où après une interruption de 3 ans un parlement autrichien se réunit à nouveau, on est tenté de citer le mot grossier mais juste d'un homme qui ayant erré sa vie durant dans le labyrinthe de la politique des nationalités autrichiennes, tira la con-

clusion de ses expériences en disant: « Les vieux bœufs devant la vieille montagne! »

Non, nous ne verrons pas de miracle; sera déjà miraculeux, après les choses vécues et reconnues pendant cette guerre, après les trahisons en Galicie, après le procès Kramarsch et tout ce qui s'y est reflété, que la machine gouvernementale et parlementaire autrichienne se retrouvera en ce 30 mai au même point mort qu'il y a 3 ans.

*Frankfurter Zeitung*, 31.V.17. — Les armements américains.

Si les armements militaires peuvent être importants quoique le passage d'une grande armée à travers l'océan ne soit pas chose aisée, il faut surtout considérer en première ligne l'armement financier:

Les moyens financiers ne manqueront naturellement jamais aux Etats-Unis, mais ils ne pourront pas toujours les mettre à la disposition de l'Entente à un prix aussi bas qu'il le font actuellement. Le principal est que nos adversaires européens se mettent ainsi de plus en plus sous la dépendance de l'Amérique. Cela ne saurait nous émouvoir. Mais il est probable que cette perspective pèse déjà lourdement aujourd'hui sur les dirigeants de Londres, Paris et Petrograd, et un jour viendra où ce danger, ajouté à d'autres conséquences de la guerre, leur apparaîtra plus important que le gain possible (fût-ce dans l'hypothèse la plus favorable) venant de la continuation de la guerre.

*Berliner Tageblatt*, 31.V.17. — Les trois dangers pour la Russie, par Hans Vorst.

Le premier danger réside dans l'amoindrissement de la puissance militaire, le deuxième dans les ravitaillements et transports défectueux:

Le troisième danger est certainement celui qui présente le moins d'acuité mais qui à la longue peut devenir peut-être le plus menaçant: C'est le danger social qui en marge des événements politiques et économiques en Russie s'est déjà énormément développé. Pour l'instant la tendance nettement socialiste révolutionnaire que représente Lenine est fortement en minorité. Toutefois son programme, qui repose sur la dictature armée du prolétariat et l'expropriation forcée des moyens privés de production, a des conséquences incertaines qui certainement suggestionnent fortement les masses.

Il ne faut pas perdre de vue que tous ces événements peuvent être à plus ou moins longue échéance et qu'il faut pour ce motif se garder d'attendre l'effondrement total de l'empire russe dans les prochains mois.

*Leipziger Neueste Nachrichten*, 1.VI.17. — Les temps nouveaux en Autriche.

« Démocratisation », tel est le mot lapidaire qui semble envahir notre époque. Le jeune souverain d'Autriche a osé, dans son discours d'ouverture, y puiser des idées que feu le vieil empereur aurait aussi peu envisagées que la cession du Trentin aux Italiens:

Toutefois il faudra attendre des éclaircissements et des explications sur la plupart des points du programme. Une seule chose peut être dite déjà maintenant: Pour mener ce programme à bien, il faut une main exceptionnellement ferme et un cerveau particulièrement lucide, sans cela les es-

pérances qu'il laisse entrevoir pourraient facilement apporter plus de confusion que de progrès.

*Kölnische Zeitung*, 1.VI.17. — Une tentative désespérée.

Pour le journal, l'Entente a peur d'avouer que ses buts de guerre sont irréalisables. Le temps travaille pour l'Allemagne et non plus pour ses ennemis :

La détresse frappe, menaçante, à leur porte et les exigences militaires en tonnage maritime ne peuvent plus être entièrement satisfaites soit pour le transport d'effectifs soit

pour les ravitaillements. Comme il s'est encore trouvé des hommes dans le gouvernement actuel en Russie pour intervenir en faveur des buts de guerre de l'Entente, il s'agit de profiter de l'instant où ils sont encore aux affaires. Si les armées franco-anglaises, les Italiens sur l'Isonzo, les Russo-Roumains à l'est, et suivant toute probabilité Sarrail en Macédoine, se lancent encore une fois contre nous pour l'attaque, c'est une tentative désespérée; elle se produira, et même prochainement, mais tous ces efforts se briseront contre la muraille de fer que les puissances centrales ont édiflée côte à côte. Il nous faudra compter avec de nouveaux et grands sacrifices, mais nous sommes certains de la victoire qui nous ouvrira le chemin de la paix.

## ITALIE

*La Stampa*, 24.V.17. — Le cabinet de coalition en Russie :

Le gouvernement provisoire ne pourra pas déchirer les engagements que le tsar avait pris. Nous ne croyons pas à une démobilisation tolstoïenne du front oriental. Mais nous croyons, toutefois, qu'aucun des gouvernements de l'Entente ne conserve l'illusion, si largement alimentée par l'imagination fertile des journalistes d'occident, que la Russie puisse être le rouleau compresseur, l'avalanche, la batteuse... (Censure.)

*La Stampa*, 26.V.17. — La Russie, les Alliés et la revision des traités :

Le correspondant du « Morning Post » à Pétrograde écrit à son journal ce qui suit : « La formule « paix sans annexions ni indemnités », qui a été lancée par les Allemands, est devenue ici un article de foi. A tort ou à raison, elle est désormais fixée dans la mentalité de la majorité des Russes, comme une vérité de l'Evangile. Les gouvernements alliés doivent sérieusement en tenir compte dans l'énumération de leurs buts de guerre et ils feraient bien de se rappeler que le gouvernement russe actuel s'est engagé formellement à maintenir cette attitude que les partis socialistes lui ont imposée. »

*L'Idée nazionale*, 26.V.17. — Messages :

A l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre italienne, le gouvernement anglais a envoyé des messages au peuple, à l'armée et à la marine italiennes.

M. Handerson, président du Conseil de guerre, Lord Derby, ministre de la guerre et Sir Edward Carson, ministre de la marine, ont envoyé des dépêches de félicitations. Le message de ce dernier n'est pas très clair et ne peut être accueilli qu'avec une certaine réserve et le désir de plus amples explications, par la nation italienne qui donne loyalement toutes ses forces et son sang et qui est, à juste titre, jalouse de l'intégrité de ses droits. Voici, en effet, ce que Sir Edward Carson nous télégraphie :

« Notre pays a profondément apprécié les efforts navals « de l'Italie pendant ces deux dernières années, il a pleine « confiance qu'ils aboutiront à ce que l'Adriatique cessera « bientôt d'être, selon la parole du poète « il mare amarissimo » et deviendra une mer libre, ouverte aux Italiens et à toutes les nationalités. »

Il est impossible de ne pas se demander ce que signifie « l'Adriatique deviendra une mer libre ouverte aux Italiens et à toutes les nationalités ». C'est, ou une phrase qui ne

renferme rien de concret, et alors il valait mieux la supprimer, ou bien elle a une signification et elle aurait dû être mieux définie. Telle quelle, cette phrase pourrait faire penser à l'influence des prétentions habituelles yougo-slaves anti-italiennes, elle a l'air de mettre en doute la ferme volonté et le droit non moins ferme de l'Italie à la **domination absolue et exclusive** de sa mer. L'intention de Sir Edward Carson est sans doute amicale, mais lorsqu'il s'agit de grandes et vitales aspirations, pour lesquelles un grand peuple entre dans sa troisième année de guerre, la plus rigoureuse précision est nécessaire.

*Corriere della Sera*, 27.V.17. — L'aube :

La lettre du roi Victor-Emmanuel au président Wilson est mieux qu'un acte diplomatique, elle est l'expression officielle d'une sympathie politique : c'est un programme. Dans ce programme est clairement tracée non seulement la conduite de l'Italie, mais aussi la voie qu'elle suivra dans ses futurs rapports avec les autres nations. Donc programme de guerre et de paix.

... Le roi affirme : « L'aube d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité, vient d'apparaître. » Si le futur Congrès de la paix feignait de ne pas s'apercevoir que cette aube a lui, tant pis; l'Italie continuerait sa route vers l'Orient. Elle la suivrait avec les compagnons de ce jour, ou avec de nouveaux compagnons; alliée fidèle d'une politique de liberté pour tous, grands et petits, mais rebelle à une politique de perfidie et d'oppression et hostile aux hégémonies présentes ou futures, si elles se produisaient.

*La Tribuna*, 27.V.17. — La coopération anglaise sur le front italien :

Quelques bruits ont courus, ces jours derniers, au sujet de l'importance de la coopération anglaise; il vaut donc mieux déclarer qu'elle se limite, actuellement, à dix batteries de calibre moyen, comprenant chacune quatre canons.

Dans les batailles modernes où prennent part des centaines de batteries de moyen et de gros calibres, l'apport anglais en ce moment est modeste. Ce qui n'empêche pas qu'il ait été accueilli avec la plus grande cordialité et reconnaissance par l'armée et la nation italiennes non seulement pour la valeur pratique des batteries anglaises et de leurs magnifiques soldats, mais aussi pour la signification morale de l'acte qui prouve l'unité des combattants et qui met pour la première fois l'armée anglaise en ligne contre l'Autriche dans les combats des revendications nationales italiennes.

*Il Secolo*, 27.V.17. — « Sans annexions et sans indemnités » :

Un socialiste russe publie dans la fameuse revue anglaise « The New Europe » un article dans lequel il explique les

idées des diverses fractions du parti socialiste; il affirme qu'en adoptant cette formule, la démocratie russe n'a pas du tout l'intention de rétablir l'Europe dans la même situation où elle se trouvait avant la guerre, mais que la guerre ne doit pas être l'instrument d'ambitions impérialistes et doit, au contraire, rendre aux nations le droit de vivre et de se développer, selon leur propre volonté. La répartition de l'Autriche-Hongrie, dit-il, ne contredit pas le principe des nationalités, parce que l'Autriche-Hongrie n'est pas une nation. Mais nous demandons que l'Autriche-Hongrie ne soit pas partagée contre la volonté des peuples qui en font partie; car ce serait une politique impérialiste qui ne servirait qu'à affaiblir un empire pour accroître la puissance d'un autre. C'est à ses peuples de décider si l'Autriche-Hongrie doit vivre ou mourir: la sentence « Austria delenda » doit être prononcée par le peuple et non par les diplomates.

... La volonté des Polonais, des Tchèques, des Yougo-Slaves, des Italiens, soumis à l'Autriche, des Arméniens, — nous ne parlons pas de l'Alsace-Lorraine, parce que c'est un autre cas, — est nécessairement une volonté latente, diffuse, comprimée par une longue oppression ennemie, qui ne pourra s'exprimer que lorsque l'Empire austro-hongrois et l'Empire turc seront détruits.

... Toutes les nations opprimées ont déjà exprimé, comme elles l'ont pu, leur volonté d'être délivrées, soit par les protestations de leurs écrivains, soit par les répétées agitations politiques, soit par leur mécontentement implacable et prolongé. Les cinq grandes démocraties des deux mondes, alliées en ce jour contre les empires centraux, doivent et peuvent être l'interprète de ces volontés latentes.

#### *L'Idée nazionale*, 27.V.17. — Voyages d'instruction:

Les voyages d'instruction de la démocratie continuent, espérons-le, à porter des fruits.

Lors de son voyage à Pétrougrad, M. Labriola s'est arrêté à Londres et a fait les constatations suivantes, publiées dans le « Messaggero »: « Le ministre Orlando et le sous-secrétaire d'Etat Canepa n'ont pas trouvé un terrain facile, parce qu'en général dans les milieux politiques anglais il n'y a, en ce moment, pas de tendances à traiter en toute confiance les questions politiques avec l'Italie. L'influence de la propagande yougo-slave et vénizéliste (non grecque, parce que les Anglais résument la Grèce — bien leur fasse — dans le « grand patriote » Vénizélos) est remarquable. Notre pays peut donc s'estimer heureux que le ministre Orlando ait réussi à inspirer de la sympathie pour sa cause, auprès des politiciens anglais. »

Donc, non seulement la propagande yougo-slave et vénizéliste existe, mais elle existe comme élément sérieux et concret, au point de rendre difficile l'action des membres du gouvernement italien à Londres, même lorsqu'ils y vont pour s'occuper de ravitaillement et de transports.

#### *L'Avanti*, 27.V.17. — Une question importante:

Le gouvernement autocratique du tsar avait pris des engagements envers l'Entente, établis, dit-on, par le Pacte de Londres, dont les clauses sont encore un mystère pour tous les peuples intéressés. A son tour, paraît-il, l'Entente avait garanti quelques profits au tsar, lesquels, — si l'on en croit ce qui se dit, — ne rentreraient pas dans la catégorie des revendications démocratiques, mais auraient apporté à la Russie du tsar d'importants bénéfices.

... La question qui se pose maintenant est la suivante: La Russie révolutionnaire est-elle obligée et a-t-elle le droit de se considérer comme l'héritière légitime de tous les bénéfices et de toutes les charges qui ont été stipulés le tsar étant partie? Les révolutionnaires russes doivent-ils continuer la guerre — même s'ils renoncent — comme ils l'ont déclaré — à cette part active que la Russie aurait dû prendre, pour atteindre les buts de l'Entente stipulés dans les

pactes, qu'ils ne connaissent probablement même pas? Ou peuvent-ils demander que le pacte de Londres soit révisé et éventuellement amendé selon le point de vue affirmé par le gouvernement révolutionnaire? Si dans les anciens pactes il avait été prévu des annexions forcées et des projets de conquêtes — c'est une supposition — le gouvernement, né de la révolution, a-t-il l'obligation d'adhérer à ces pactes?

... Si les Alliés s'obstinaient à ne pas vouloir déclarer leurs buts de guerre — comme les gouvernants de la nouvelle Russie le leur ont demandé, — leurs intentions, ainsi que les déclarations, souvent répétées, de leurs hommes politiques, et appuyées par la presse, risqueraient d'éveiller le soupçon d'être contraires à la vérité.

#### *L'Avanti*, 28.V.17. — La situation en Russie. — Armée et socialistes.

Les espérances de la presse jaune, qui veulent voir en Kerenski un dictateur militaire, sont vaines. Il n'en a ni l'étoffe personnelle, ni le mandat, car les ouvriers, les soldats et les paysans révolutionnaires ne se plieraient pas devant une dictature. La Russie veut se gouverner elle-même, elle désire terminer la guerre, le plus vite possible, parce qu'elle veut éviter une dictature militaire; elle veut, pour elle et pour les autres pays, le retour à un exercice normal et régulier de la volonté populaire.

#### *L'Idée nazionale*, 28.V.17. — « L'Orient arabe » et le Yémen italien:

... Les aspirations de l'Italie au Yémen, clairement exprimées depuis fort longtemps par un ensemble de raisons politiques, ethniques, stratégiques, qui établissent notre droit, n'avaient jamais choqué trop vivement la susceptibilité d'autrui, si nous en exceptons les social neutralistes d'Italie.

Mais il nous arrive de Paris une feuille de récente fondation: « L'Orient arabe », dans laquelle on cherche à souligner nos aspirations d'hilarité nerveuse et peu correcte. Ce journal qui est alimenté à Paris par une agence d'informations à l'usage des journaux arabes, se sert, pour ses commentaires, de quelques citations de l'« Avanti », telles que: « nationalistes voraces », « avale-royaumes », et il insinue que « pour la réalisation de ces ambitions territoriales, il pourrait en résulter une tension... pas avec l'Allemagne, certainement ».

#### *La Tribuna*, 28.V.17. — Les vertus d'un nouveau produit contre la tuberculose:

Les résultats merveilleux obtenus par le professeur Fornario dans les Pavillons municipaux de Dergano, accompagnés d'expériences très intéressantes sur des sujets tuberculeux, ont produit à Milan une vive impression.

Le professeur Fornario a confirmé, dans une entrevue, les résultats satisfaisants de ses expériences au moyen d'un vaccin chimiquement atténué, auquel on a donné le nom de A. T. B. (antituberculeux) et qui n'étant ni toxique, ni irritant peut, contrairement aux autres tuberculines, être administré avantagusement même par la bouche.

Les résultats obtenus par le professeur Fornario furent si nombreux, concrets et satisfaisants, qu'il s'est cru en devoir de les communiquer, par un rapport détaillé, au « Journal de la Société royale d'Hygiène ».

#### *Corriere della Sera*, 28.V.17. — Les bases des pourparlers italo-américains:

La mission italienne a terminé ses séances préparatoires. Aucun membre du gouvernement américain n'y est intervenu, celui-ci ayant demandé d'attendre le retour du ministre du trésor Mac Adoo qui fait une tournée de propagande pour « l'emprunt de la liberté », avant de commencer

les discussions. Les résultats de ces conférences constitueront un mémoire qui sera remis au gouvernement et servira de base aux futures discussions. Ce mémoire renferme une énumération détaillée et documentée des besoins de l'Italie en matière financière, d'approvisionnements et de tonnage; on y traite la question des insoumis et enfin on y expose l'œuvre accomplie par l'Italie pendant la guerre. Tout cela ne tend pas à influencer l'opinion publique, mais à établir les discussions sur des fondements solides et caractérisés surtout par la plus grande franchise.

Il est utile d'insister — afin d'éviter que des espoirs exagérés soient suivis de désillusions et de découragements injustifiés — sur ce qu'il ne faut pas s'attendre à l'impossible. Tout le monde ici est animé des meilleures intentions, mais, même les intentions sont limitées par la réalité des choses.

*L'Avanti*, 29.V.17. — Le « pronciamento » interventiste.

L'ordre du jour du Comité des partis interventistes qui a été présenté au ministre Boselli contient certains « desiderata » qu'il est opportun de discuter :

Il demande, par exemple, l'internement de tous les Allemands des deux sexes, qui circulent encore librement en Italie. Les interventistes ont publié des statistiques à ce propos: selon l'«Idea Nazionale» il y aurait encore en Italie plus de 4000 Allemands. Mais les journaux interventistes ont négligé, en fait de statistiques, celle publiée récemment dans un Bulletin du ministère des affaires étrangères qui atteste « qu'au moins 22,000 Italiens circulent librement en Allemagne, qu'ils y exercent des professions, « libérales, des emplois publics et privés et différents métiers ».

Nous demandons simplement: a-t-on eu le plus léger soupçon que l'internement des 4000 Allemands qui résident en Italie, signifierait l'internement des 22,000 Italiens qui résident en Allemagne?

*Le Stampa*, 29.V.17. — La situation américaine sous le rapport de la guerre:

C'est une tâche difficile que celle de la participation des Etats-Unis à la guerre. Les Américains mêmes, sont partagés quant à la manière de procéder et quelques-uns, particulièrement les républicains, affirment que le gouvernement

n'est pas organisé pour une telle besogne. Au début, les projets ne comprenaient qu'une intervention limitée, tandis que Wilson a reconnu la nécessité d'une intervention à fond. Or, non seulement Washington a été prise au dépourvu, mais aussi l'opinion publique en général. L'apathie et la perplexité continuent à subsister; les entreprises s'en ressentent et le grand public ne répond pas entièrement aux initiatives du pouvoir exécutif.

*L'Avanti*, 30.V.17. — La revision des traités et la valeur de l'armée russe:

Ces « visionnaires », comme les appelle la presse bourgeoise, qui ont eu l'ingénuité de prendre au sérieux la lutte contre l'impérialisme et le militarisme pour la liberté des peuples, pour le droit et la civilisation, ont commencé par jeter à l'eau l'impérialisme et le militarisme, chez eux — renonçant aux conquêtes et démocratisant l'armée; — mais ils désirent qu'il en soit de même chez les autres et c'est pourquoi ils deviennent dangereux.

Un diplomate russe déclare dans le « Daily Express » qu'« il serait utile que les Alliés, afin de faciliter la mission du nouveau ministère de coalition, fassent une déclaration qui ne laisse plus exister le soupçon, répandu par les agents germanophiles, selon lequel les puissances occidentales seraient animées d'intentions impérialistes. Les ouvriers russes, dit-il, considèrent la guerre comme une affaire de l'ancien régime et nourrissent toute sorte de doutes et de soupçons sur les buts des Alliés. »

... S'il en est ainsi, on ne s'explique pas pourquoi la revision des conditions de paix serait nécessaire. De deux choses l'une: ou ces conditions sont impérialistes et alors la revision est nécessaire, ou c'est un mensonge allemand et dans ce cas il n'y a rien à examiner.

*Corriere della Sera*, 31.V.17. — « Delenda » Autriche:

Il ne pourrait y avoir de plus grave illusion que celle de prendre au sérieux les prétendues vellétés d'indépendance de l'Autriche. Il ne s'agit pour l'instant que de vagues affirmations et on peut les considérer comme des manœuvres vaines. Mais il ne faudrait pas s'étonner si quelques actes suivaient les paroles et si nous recevions, prochainement, la nouvelle d'une manœuvre plus vaste et plus dangereuse. Les Alliés pourront facilement l'éventer, s'ils ont la ferme conviction qu'aucune tentative ne peut être faite par l'Autriche sans l'absolue connivence de l'Allemagne.

## RUSSIE

*Rietch*, 8.V.17:

Au congrès des représentants de l'industrie et commerce des bois le ministre Konovaloff a dit: «Les représentants de l'industrie des forêts ont une grande responsabilité devant le pays pour leur futur travail de réorganisation économique du pays. Une énorme quantité de forêts appartient à l'Etat. La quantité de matière première des forêts de l'Etat est unique au monde. Après la guerre, quand il faudra faire un grand effort pour régler nos comptes avec l'étranger, l'exploitation du bois prendra la première place en Russie.

*Rietch*, 8.V.17. — Meeting à propos de la guerre:

Le Conseil des députés officiers a organisé le 6 mai un meeting à propos de la guerre. Le colonel Gouchtine s'arrête à « l'appel aux peuples du monde entier » en disant que ce grand document historique, né des grandes idées de la révolution russe n'a pas reçu de réponse de la part des

Allemands; on doit continuer la guerre pour forcer la partie démocratique du peuple allemand de faire ce que préconisent les auteurs de « l'Appel ».

Deux officiers disent qu'il faut mettre fin à cette boucherie sanglante.

Un émigré, Lebedeff — officier de l'armée française, Alexinsky — membre de la 2<sup>me</sup> Douma, et L. Deitch, parlent en faveur de la continuation de la guerre.

Deitch dit que comme socialiste il est en général opposé à la guerre, mais la guerre actuelle est la plus honnête de toutes les guerres, car nous défendons les droits des petits peuples. L'orateur estime beaucoup la culture allemande, n'est pas germanophobe, mais croit indispensable de combattre de toutes forces l'impérialisme allemand. « Croyez-vous, dit-il, que G.-V. Plekhanoff, moi, Vera Zassoulitch et Vera Figner, ainsi que les autres vieux révolutionnaires, serions si cruels d'insister sur la continuation de la guerre par amour de celle-ci? Notre conduite nous est dictée par les intérêts les plus vitaux de la Russie et je suis à tel point persuadé qu'il en est ainsi, que si j'étais plus jeune, j'aurais moi-même endossé une tunique militaire. » L'assem-

blée fait une grande ovation à Deitch et accepte la résolution suivante :

« La libre démocratie russe a exprimé sa volonté par la formule « paix sans annexions, ni contribution » ; cette formule n'a pas encore eu d'échec en Allemagne ; comme le but de chaque guerre est d'imposer sa volonté à l'adversaire, nous considérons dès aujourd'hui la guerre comme la décision d'imposer à l'Allemagne la volonté de la Russie révolutionnaire. La réalisation de cette décision nous mènera à la victoire, c'est-à-dire forcera l'Allemagne à renoncer à sa politique universelle impérialiste d'accaparement à laquelle tout le monde civilisé s'est opposé. Elle forcera l'Allemagne de garantir de façon réelle qu'elle ne menacera plus la libre existence des petits peuples et leur liberté de décider eux-mêmes de leur sort. Quand ces conditions seront atteintes, la Russie, en union fraternelle avec ses alliés, conclura la paix.

Sans nous arrêter longuement sur la question des contributions et tout en restant fidèles à la formule acceptée, nous croyons de notre devoir de déclarer que suivant cette formule nous considérons les contributions que les Allemands ont levé par la force de différentes villes et villages, comme illégales et devant être restituées.

Dans le cours de cette guerre mondiale nous n'avons pas subi le sort de la France républicaine de 1870 à l'aide de nos alliés puissants et fidèles envers lesquels nous croyons avoir le devoir sacré de nous, libre peuple russe, remplir nos engagements.

« Quant à la « fraternisation » sur le front russe, nous ne voyons là-dedans qu'une manœuvre hypocrite de l'Allemagne qui veut profiter de la confiance innée du peuple russe, soutenue par une agitation habile à l'intérieur du pays. L'armée allemande laisserait sur le front russe juste autant de troupes qu'il est nécessaire pour la fraternisation, aurait la possibilité de se ruier de toute sa masse sur les libres démocraties alliées et en les ayant écrasées anéantirait ensuite les conquêtes de notre révolution. »

### *Rietch*, 8.V.17. — Les conditions de la paix des social-démocrates allemands :

Dans la séance du 6 mai du Comité exécutif du Conseil de délégués ouvriers et soldats, Borgbière, le chef de la social-démocratie danoise et rédacteur de son organe central, a transmis de la part du Comité réuni des trois partis ouvriers scandinaves (Danemark, Suède et Norvège), une invitation à tous les partis socialistes russes de prendre part à la conférence socialiste internationale.

Borgbière a déclaré qu'il a pu se mettre en relations avec les représentants de la social-démocratie allemande et a fait connaître au Comité exécutif les conditions de paix que cette social-démocratie (la majorité) croit acceptable.

Ces conditions, d'après Borgbière, seraient les suivantes :

1. Les social-démocrates allemands admettent les droits des nations de décider elles-mêmes de leur sort.
2. Ils croient nécessaire d'instaurer un tribunal d'arbitrage international et le désarmement progressif.
3. Ils insistent sur la restitution de toutes les terres accaparées par l'Allemagne.
4. La Pologne russe pourra devenir autonome ou s'unir à l'Allemagne ou à la Russie.
5. On restituera l'indépendance à la Belgique, Serbie, Monténégro et Roumanie.
6. On restituera les districts bulgares de la Macédoine à la Bulgarie et un accès libre à la mer Adriatique sera accordé à la Serbie.
7. Quant à l'Alsace-Lorraine il serait possible d'après la social-démocratie allemande de rectifier les frontières de la Lorraine par un accord commun.

D'après Borgbière c'est le programme de la majorité ; quant à la minorité elle irait bien plus loin.

La social-démocratie allemande dit Borgbière est assez

forte pour que son programme devienne le programme réel de la paix. Pourquoi, dans ce cas ce programme ne devient pas le programme réel de l'Allemagne, n'a malheureusement pas été expliqué.

Les membres du Comité exécutif ont répondu que les détails du programme sont en opposition avec le principe de la liberté des nations.

Borgbière a dit que telle est aussi son opinion, mais que « le droit des peuples de disposer eux-mêmes de leur sort est compris par chacun à sa façon ».

La discussion des propositions de Borgbière est renvoyée à la prochaine séance.

### *Rietch*, 8.V.17. — L'Allemagne et la Finlande :

Les allemands ne veulent décidément pas admettre que leur propagande en Finlande qui donnait des résultats satisfaisants pendant l'ancien régime cesse à présent.

La révolution russe et la « libération de la Finlande, dit la « Vossische Zeitung », a de nouveau attiré notre attention sur ce pays qui, malgré sa position au nord-est, appartient par toute sa vie et ses tendances à l'Europe centrale.

La presse allemande et la société allemande-finlandaise à Berlin travaillent énergiquement pour entraîner le peuple finlandais vers les pays centraux.

A la dernière séance de cette société le président, professeur Eiken a parlé de l'affinité qui existe entre les Allemands et les Finlandais, du rôle de la Finlande comme protection contre la Russie et des souffrances infinies de la Finlande durant les dernières années. De ces dernières semaines il n'a pas dit un mot, cela va sans dire. Le secrétaire docteur Polé a montré son jeu en parlant de la signification de la Finlande comme point d'union entre l'Angleterre et la Russie. Il existe, a-t-il dit, un projet d'établir une communication permanente par Guettenberg, Stockholm de Goul dans la baie de Finlande. La Suède a approuvé ce plan grâce auquel la Russie et l'Angleterre auront une prédominance sur la mer Baltique. La politique allemande doit lutter contre ce projet et comme contre-poids faire de la Finlande un Etat indépendant.

### *Rietch*, 8.V.17. — Congrès des délégués de la flotte de la mer Noire :

A Sébastopol, le congrès des délégués de la flotte de la mer Noire, de la garnison et des ouvriers a voté la résolution suivante :

« La flotte de la mer Noire, la division de l'armée de la mer Noire, la garnison et les ouvriers de la ville de Sébastopol se proclamant complètement d'accord avec la résolution du Conseil des délégués ouvriers et soldats sur leurs buts de guerre sans annexions, ni contributions, déclarent : La Russie a besoin d'une garantie qu'aucune flotte ennemie n'entrera dans la mer Noire. La démocratie du monde entier sait que la Russie a besoin d'accès à la mer. La démocratie doit certifier et garantir par un traité que les Détroits seront toujours libres, que chaque canon qui apparaîtrait sur les bords du Bosphore ou des Dardanelles ou à leur proximité en vue d'une menace sera balayé par un effort commun de toute la démocratie.

### *Rietch*, 9.V.17. — Le sort des forêts :

L'Union des industriels et techniciens forestiers se pose comme problèmes politiques : 1. de soutenir le gouvernement provisoire ; 2. d'aider à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire ; 3. de faire passer toutes les forêts appartenant à des propriétaires privés entre les mains de l'Etat.

L'idée de cette union est que quelle que soit dans l'avenir la solution de la question agraire, les forêts doivent en

tout cas devenir la propriété de l'Etat, car seul l'Etat peut par une exploitation rationnelle conserver ces richesses nationales amassées pendant des siècles.

Nous avons d'immenses propriétés privées forestières qui s'étendent à des centaines de milliers d'arpents sur un sol sableux — immenses forêts de sapins dont le sol n'est apte à aucune autre production.

Si de telles propriétés étaient données aux agriculteurs, les résultats en seraient piteux. Par un déboisement insensé et suite à l'impossibilité de transformer le sol des bois en champs, en prairies, ou même en pâturages, de grands espaces de terrains incultes se formeraient; le sable, non retenu par les forêts commencerait à se mouvoir et envahirait les terres cultivées de la population; en l'absence de forêts on serait obligé de dépenser de grandes sommes pour endiguer ces sables.

Les forêts, même dans les meilleures conditions ne donnent pas plus de 2-3 % de rapport; c'est à cause de cela que les propriétaires tachent, en dépit de la loi de conservation des forêts, de vendre leurs forêts pour l'abattage et d'employer l'argent ainsi obtenu à d'autres affaires qui rapportent mieux. L'Etat possède la plus grande quantité de forêts et les exploite régulièrement; malheureusement la plus grande quantité des forêts de l'Etat se trouve au nord de la Russie. Au 1er janvier 1915, la surface des forêts appartenant à l'Etat était évaluée à 106,599,097 arpents dont 90 millions au nord.

Une partie des forêts du nord pourra être donnée à la population et dans les districts pauvres en forêts, le gouvernement devra acheter des terrains sableux et autres, impropres à la culture et par l'ensemencement et la plantation les transformer en forêts. Cela se pratique aussi en France pour corriger les erreurs de la Grande révolution française, qui a vendu les forêts de l'Etat français aux particuliers, qui les ont vite abattues, sans se soucier des malheurs que cela a occasionné au peuple français.

### *Rousskoïé Slovo*, 10.V.17. — L'Union du 17 octobre:

Les chefs principaux de l'Union du 17 octobre, Goutchkoff à leur tête, ont révisé leur programme et ont mis à l'ordre du jour leur participation aux élections de l'Assemblée constituante.

Les octobristes de Moscou sont allés à Petrograd chez Goutchkoff. Il a été décidé que les octobristes s'uniront pour les élections avec le parti de la liberté du peuple (constitucionaliste-démocrate).

### *Rousskoïé Slovo*, 10.V.17:

Hier s'est terminé le congrès des délégués des alliances militaires polonaises du district militaire de Moscou. Ce congrès a accepté la résolution suivante:

« Vu les intérêts nationaux et l'élan spontané des militaires polonais de l'armée russe, le congrès croit nécessaire de libérer immédiatement les polonais qui le désire et qui font partie de la réserve de l'armée russe, — de libérer progressivement ceux des armées du front et ceux de tous les détachements auxiliaires et sanitaires et de grouper ces soldats et officiers polonais libérés de la sorte, en corps de toutes armes, avec états-majors spéciaux. De ces états-majors polonais feraient partie les représentants des états-majors russes et de l'état-major de coalition. Les corps polonais ne doivent pas être employés pour les buts de politique intérieure russe. Pour le commandement extérieur commun les corps polonais seront soumis au commandement supérieur de l'armée russe, tandis que pour le commandement intérieur ils sont autonomes. L'élaboration des détails de la formation des corps polonais doit être con-

fiée au congrès de tous les délégués des alliances militaires polonaises en Russie.

### *Rousskoïé Slovo*, 10.V.17. — La Conférence socialiste. — Décision du Conseil des délégués:

Le 9 mai a eu lieu, sous la présidence de Anissimoff, député de la 2me Douma, une réunion de la section ouvrière du Conseil des députés ouvriers et soldats pour discuter la convocation d'une conférence socialiste internationale.

Le rapporteur, M. Skoholeff, dit qu'il a été question, dès les premiers jours de la révolution, dans le Comité exécutif, de former une organisation socialiste internationale. La révolution russe doit être fière d'entreprendre le rétablissement de l'Internationale car elle fait ainsi le premier pas vers la paix universelle. Le Comité exécutif croit que le Conseil des députés ouvriers et soldats à Petrograd a le droit de prendre l'initiative de convoquer une conférence internationale des socialistes.

Grebkoff au nom de minimalistes propose que tous les socialistes maximalistes et minimalistes aient le droit de prendre part à cette conférence.

Le représentant des maximalistes dit que le marchandage qui aura lieu à cette conférence entre les socialistes des différents pays, les maximalistes considèrent ce moyen comme impropre à la conclusion d'une paix vraiment démocratique. Il propose une résolution disant que le prolétariat révolutionnaire russe ne peut s'unir qu'avec les minorités reconnues de toutes nations, et non avec les majorités.

Tseretelli prend ensuite la parole: les maximalistes ont tort de vouloir grouper seulement les minorités, nous devons nous occuper non d'unir les partis du prolétariat ayant les mêmes idées, mais réveiller les grandes masses populaires. Si nous convoquons seulement ceux qui partagent notre point de vue, la conférence n'aura pas de sens.

Ont aussi parlé les représentants des minorités de socialistes-révolutionnaires, les socialistes-nationaux, les travailleurs et anarchistes; les débats terminés, la réunion a passé au vote de la résolution du Comité exécutif.

Les maximalistes n'ont pas pris part au vote. La résolution est acceptée à l'unanimité sauf les maximalistes.

Voici le texte de la résolution:

1. Le Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats prend l'initiative de convoquer une conférence socialiste internationale.

2. Tous les partis et fractions de l'Internationale prolétarienne doivent être invités à y prendre part.

3. La première condition de cette conférence est la possibilité pour tous les partis socialistes et toutes leurs fractions d'arriver au lieu de la conférence. Le Comité exécutif attire l'attention sur la nécessité de faire dans ce sens des demandes très énergiques à tous les gouvernements. Les fractions des majorités doivent exiger publiquement, ouvertement et de façon pressante de leurs gouvernements des passeports pour les délégués des minorités.

4. La conférence doit aussi avoir lieu dans un pays neutre.

5. Pour préparer la conférence et élaborer son programme, une commission convoquera une conférence préalable des représentants du Comité exécutif et des représentants des partis, qui sont membres de l'Internationale et en même temps membres du Comité exécutif.

6. On doit sans tarder lancer un appel à tous les peuples et un appel spécial aux socialistes des pays alliés à propos de la paix et de la convocation de la conférence.

7. Une délégation spéciale du Comité exécutif dont être envoyée dans les pays neutres et alliés pour établir un contact avec les socialistes de ces pays et une autre délégation sera envoyée à Stockholm pour préparer la conférence.

## POLOGNE

*Naprzod* de Cracovie, 30.V.17:

DÉCLARATION POLONAISE SUR LA QUESTION  
DE LA LITHUANIE

Les partis et courants politiques demandent par la voix de leurs représentants soussignés, au nom du peuple de l'Etat polonais ressuscité, l'existence indépendante d'Etat pour les terres de l'ancien grand-duché de Lithuanie.

La Pologne tendra inflexiblement au renouvellement de l'union avec la Lithuanie indépendante dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lithuanie: Lithuaniens, Polonais et Blancs-Ruthènes, trouveront dans l'union volontaire et concordante des deux Etats la garantie du développement national, culturel et économique de toutes les couches sociales.

**Ligue pour la reconstitution de l'Etat polonais:** Le président: Docteur R. Radzwillowicz, etc.

**Comité central national:** W. Slawek.

**Le Parti national:** K. Olszowski, K. Gniazdowski, etc.

**Union nationale ouvrière:** W. Malankiewicz.

**Parti de l'Indépendance nationale:** W. Sieroszewski,

**Union de Partis démocratiques:** St. Patek, etc.

**Parti populaire polonais:** T. Nocznicki, etc.

**Parti socialiste polonais; Comité central ouvrier:**

Le Parti socialiste polonais en souscrivant au principe de la déclaration ci-dessus croit nécessaire d'ajouter, de son côté, que les rapports réciproques de la Pologne et de la Lithuanie devraient être déterminés par l'entente des Constituantes de Varsovie et de Wilno élues au suffrage universel, direct, etc.

**Union populaire:** J. Sadlak, etc.

Les partis et courants politiques reconnaissent par la voix de leurs représentants soussignés, au nom de la Nation polonaise le droit à l'existence indépendante d'Etat, au grand-duché de Lithuanie.

La Pologne désire le plus chaleureusement le renforcement de l'union traditionnelle avec le grand-duché de Lithuanie indépendant, dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lithuanie historique trouveront dans l'union volontaire et concordante avec la Nation polonaise la garantie du développement national, culturel et économique de toutes les couches sociales.

**Parti de la Politique réaliste:** L'Abbé Chelmiecki, etc.

**Parti de la Démocratie nationale:** M. Kiniorski, etc.

**Parti progressiste polonais:** H. Barylski, etc.

**Union nationale:** W. Staniszkis, etc.

**Union de l'Indépendance économique:** E. Swida.

**Sans-parti:** Zdz. Lubomirski et Z. Chrzanowski.

Varsovie, 19-22 mai 1917.

Tous les journaux de Galicie publient le texte de la résolution votée le 27 mai, à Cracovie, par le *Kolo Sejmowe* (Cercle de la Diète, c'est-à-dire les députés polonais à la Diète de Galicie, au Reichsrat et à la Chambre des seigneurs):

Le Cercle polonais de la Diète affirme que l'unique aspiration de la nation polonaise est le recouvrement de la Pologne indépendante (un mot censuré<sup>1</sup>), avec accès à la mer et se déclare solidaire avec cette aspiration.

Le Cercle polonais de la Diète constate le caractère international de la question de l'indépendance de la Pologne et la considère comme la seule garantie d'une paix durable.

Le Cercle de la Diète exprime l'espoir que l'empereur d'Autriche, qui nous est bienveillant, s'occupera de cette question. La résurrection de la Pologne avec l'aide de l'Autriche lui assurera un allié naturel et durable.

*La Nowa Reforma* de Cracovie, 29.V.17, et tous les journaux de Galicie publient le texte d'une résolution votée au Congrès général de professeurs des Ecoles supérieures à Cracovie:

En se solidarisant avec l'opinion du corps enseignant, réuni tout récemment au Congrès de Varsovie que l'Ecole nationale ne peut se développer conformément aux nécessités de la société, que dans un Etat polonais libre et indépendant, le corps enseignant polonais reconnaît que l'enseignement polonais ne peut fleurir que sur la terre polonaise indépendante et (un mot censuré<sup>2</sup>); c'est pourquoi il exprime sa reconnaissance aux représentants de la nation qui ont défendu, défendent et défendront... cette attitude.

<sup>1</sup> et <sup>2</sup> Le mot censuré est sans doute « unie ». (N. de la R.)

*Glos* de Varsovie, 29.V.17:

Nous n'avons pas de démocratie moderne, qui seule peut constituer le fondement d'un Etat moderne.

Le temps d'épreuve, qu'est pour notre génération le temps de la guerre actuelle, a démontré le néant moral et pratique de toute la démocratie de la Pologne contemporaine. A part la phraséologie vide, nos démocrates n'ont rien donné aux masses populaires, et quand on en est arrivé aux faits, ils n'ont pas pu sortir de la démagogie, du boulangisme; ils ont en fin de compte fini sur l'ulcération antique de l'idéologie d'Etat polonaise — ils se sont groupés sous la devise de l'oligarchie aristocratique.

... Nous étions étrangers à toute l'évolution de l'idéologie politique par laquelle l'Europe est passée durant notre esclavage. Les hommes politiques de l'Etat polonais ressuscité se trouvent devant le même problème que Kollataj, Staszic, Godlewski et tant d'autres à l'aube du duché de Varsovie.

Il faut créer une démocratie moderne en Pologne, qui seule peut soutenir un Etat moderne.

*Kurjer Polski* de Varsovie, 29.V.17:

... La division en de nombreux partis et petits partis, que les nôtres et les étrangers nous reprochent si souvent n'est pas dangereuse, car elle n'est point profonde. Elle n'est pas profonde, car l'influence de ces partis et petits partis est minime. Ils se concentrent presque tous à Varsovie et dans quelques grandes villes; ils embrassent les sphères intelligentes plus vivaces et nerveuses de toutes les couches, mais ils n'ont pas pu s'emparer des masses polonaises qui depuis le début de la guerre garde le calme et l'équilibre.

... Nous ne voulons pas discuter maintenant dans quelle mesure le calme se confond avec la passivité. Car s'il est absolument utile d'être prudent dans les moments difficiles de crises, attitude qui dérive de l'instinct conservateur, autant l'incapacité ou l'impuissance de poser des actes au moment utile est une faute que l'histoire ne pardonne guère.

Une nation qui ne saurait profiter de l'occasion heureuse d'améliorer son sort est condamnée à périr. La passivité dans les moments de crises peut être aussi nuisible que les imprudents dont la force est calculée d'après les intentions.

On a compris, aujourd'hui, les effets négatifs d'une telle passivité et les différends ne concernent que la tactique. Et c'est pourquoi « la brise » est plutôt superficielle. Elle n'atteint point la profondeur. Les nôtres, comme les étrangers devraient y songer.

## TURQUIE

*Les journaux turcs ne sont pas arrivés.*

## AUTRICHE

*Budapesti Hirlap*, 13.V.17. — Annexions et

Si les Russes étaient en Hongrie jusqu'à Debresin, les Roumains en Transylvanie et les Serbes dans le sud du pays, la Russie parlerait-elle de paix sans annexions et sans indemnité ? Elle le fait actuellement parce que les Polonais sont délivrés de son joug, une partie de son territoire est occupé, les Serbes et Roumains battus, et qu'elle est tombée dans l'anarchie. Le journal répète à nouveau que l'Autriche-Hongrie n'a pas cherché la guerre, qu'elle l'a évitée aussi longtemps que l'honneur le permettait.

Nous, Hongrois, ne détruisons ni n'anéantissons aucun peuple, si petit soit-il. Mais nous devons veiller à ce que ceux qui se sont ligüés (conjurés) contre nous pour nous dépouiller ne puissent plus pour un temps indéfini recommencer ce jeu satanique.

Il indiffère que l'on puisse atteindre ce but avec ou sans annexions, avec ou sans indemnités de guerre. Ce qu'il faut c'est l'atteindre, et c'est ce qui devra être liquidé dans la conférence de la paix. Je n'ai jamais encore vu lorsque deux adversaires sauvages se disputent une proie que le vainqueur laisse la proie au vaincu. Et l'Europe — bien que ses peuples dansent la danse des fous n'est pas encore une maison d'aliénés.

Nous exigeons une paix honorable, solide, durable et réelle, dans laquelle chaque parti recevra la récompense de ses intentions et de ses exploits. La forme importe peu : elle est à déterminer par la sagesse et l'initiative des hommes d'Etat.

*Neue Freie Presse*, 29.V.17. — Déceptions de l'Entente sur tous les théâtres de la guerre :

Après 18 jours d'assauts ininterrompus, le général Cadorna est presque sans succès appréciable et la Chambre italienne pour la réunion de laquelle on avait déjà préparé une victoire devra selon toute probabilité renoncer à entonner un chant de triomphe. A l'ouest ça ne va pas mieux. La bataille dure là-bas depuis près de deux mois. La percée a, malgré cela, échoué et l'attaque générale s'est terminée par des combats partiels. M. Ribot a dû avouer à la Cham-

bre que l'offensive n'avait pas donné ce qu'on attendait d'elle. Le commandant en chef français a dû être destitué et des sanctions furent prises pour donner satisfaction à l'opinion publique et faire dériver la colère sur quelques personnalités.

Tout cela montre que pour cette année tout le plan de guerre de l'Entente a échoué.

*Neue Freie Presse*, 31.V.17. — Un jour critique à la Chambre des députés :

La manière calme dont s'est écoulé le jour critique à la Chambre des députés a de nouveau montré qu'il faut nettement distinguer entre les déclarations et les actions. Les déclarations sont radicales au plus haut degré, tranchantes négations de toutes possibilités, obstacles sur le chemin qui conduit à une politique avisée. Elles transformeraient la Chambre des députés en un champ de luttés, en un lieu de discordes, si les partis ne se rendent pas compte eux-mêmes qu'un parlement qui reprend son travail après avoir été mis de côté pendant plus de 3 ans, a besoin de ménagements pour ne pas s'écrouler.

*Reichspost*, 31.V.17. — Les buts de guerre. — Un exposé :

Ainsi le but de guerre que nous poursuivons vis-à-vis de la Russie consiste en l'obtention d'une frontière aussi courte que possible. Peut-être que dans un temps proche la Russie s'intéressera plus vivement à nous comme fournisseur de produits agricoles et comme marché pour nos fabrications industrielles. Cet échange de produit ne serait pas compliqué par une frontière raccourcie, il pourrait peut-être même être une façon sensible par des concentrations dans les stations frontalières. Et pour la défense de la monarchie une telle frontière pourrait suppléer à la frontière stratégique que partout au nord-est la nature lui a refusé. Au lieu de 1500 km. nous ne voulons avoir à défendre à l'avenir que 500 km. de frontière. Nous obtiendront ce raccourcissement si le royaume de Pologne est reconstitué dans de solides limites géographiques...

... Les peuples et les partis d'Autriche-Hongrie n'ont pas d'ambitions annexionnistes. La dernière acquisition de la monarchie, la Bosnie et l'Herzégovine résultait de l'initiative de l'empereur François-Joseph...

## BELGIQUE

*L'Indépendance belge*, 26.V.17. — Indemnités de chômage :

Dans une nation atteinte dans ses sources vives, dans la santé de ses enfants, dans son outillage, dans son capital, dans ses relations et sa clientèle, ce n'est rien faire que de se borner à réparer les dégâts causés aux propriétés et aux meubles. Il faut un dédommagement pour le chômage obligatoire et prolongé qui a consommé toutes ses réserves.

La cause des Alliés est celle du droit et de la justice. Leur but de guerre est d'exiger de la nation criminelle la Restitution et la Réparation. Pour la Belgique, les pacifistes et les internationaux réclament cette Réparation. Bethmann-Hollweg en a fait la solennelle promesse.

Si la Belgique, martyre de la parole donnée, ne reçoit pas l'indemnité du chef de la paralysie mortelle qui l'anémie depuis trois ans, il n'y aura qu'un simulacre de Réparation et elle pourra crier, comme Brutus expirant : « Justice, tu n'es qu'un nom. »

*L'Indépendance belge*, 28.V.17 :

Notre confrère le « XXme Siècle » publie dans son numéro du 23 mai un article attaquant M. Emile Vandervelde d'une façon que nous trouvons injuste.

Le directeur du « XXme Siècle », qui signe cet article, dénonce en ces termes à l'opinion de ses lecteurs le ministre socialiste :

« M. Emile Vandervelde, ministre belge de l'Intendance et président du bureau socialiste international, se serait rallié, dans un discours public, à la thèse de la paix sans indemnité ni annexion, que les marxistes de la révolution russe se flattent d'imposer à la Russie d'abord, puis aux nations de l'Entente.

» M. Emile Vandervelde se serait même vanté d'exprimer l'opinion de la majorité des Belges. »

La veille, le « XXme Siècle » avait déjà dénoncé cette attitude de M. Vandervelde, d'après une dépêche de Petrograd, à propos de laquelle il faisait toutes les réserves d'usage.

Le lendemain, sans attendre les explications qui viendront, c'est une charge à fond contre le ministre de l'Intendance :

« Au risque d'être un jour accusé d'avoir contrarié la diplomatie extraordinaire du ministre socialiste, nous croyons devoir contester la validité du mandat dont il se serait, d'après cette dépêche, autorisé. Quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse en Russie, M. Vandervelde n'y représente ni le gouvernement ni le pays. Si, après avoir réclamé l'Alsace-Lorraine pour la France et les terres irrédentes pour l'Italie, il se prononçait pourtant, dans un de ces balancements dont il a le secret, pour une espèce de paix blanche, il ne représenterait pas non plus la majorité des ouvriers socialistes belges, humiliés, persécutés, décimés par les Boches, et qui remâchent leur haine en attendant la revanche. »

Or, nous nous rappelons parfaitement que M. Vandervelde, dans tous ses discours, n'a jamais varié et qu'il a toujours réclamé pour la Belgique la juste réparation des dommages et des crimes exécutés par les Allemands.

### *Le XXme Siècle, 28.V.17. — Encore l'organisation :*

N'exagérons rien. Reconnaissons la noblesse incomparable avec laquelle l'Angleterre s'est comportée, depuis le début de la guerre. Reconnaissons l'immensité de son effort. Mais ne croyons pas, — ne croyez pas, grâce au mirage de la distance, — que tout soit parfait dans cet effort. Il a produit d'innombrables heurts. Il a gaspillé de précieuses forces. C'est la tâche, non de demain — demain serait trop tard — mais d'aujourd'hui, de remédier à ces graves défauts.

... Lord Devonport avait dans ses attributions le contrôle de l'alimentation. Il l'a borné à des restrictions de vente et des limitations de prix qui, ou bien ont fait disparaître les denrées, ou bien les ont mises à la portée des riches en en privant les pauvres.

Certes, on condamne à cent livres d'amende un riche propriétaire qui nourrissait de blé ses porcs et ses pigeons ; à deux livres, une femme qui donnait chaque jour un kilogramme de pain à ses chiens ; mais on fait queue chaque jour devant les magasins pour avoir du sucre et des pommes de terre ; ceux qui n'ont pas le temps de faire queue n'en ont pas. Et chaque jour on trouve du pain dans les poubelles.

Partout, désordre et inorganisation. Le dernier ordre (lisez « conseil », car « nulle sanction n'existe ») de Lord Devonport fixe à 4 ½ livres par semaine et par personne la ration de pain ; les affiches officielles la fixent à 4 ; les communiqués des journaux à 3 ½.

... Lorsqu'en décembre dernier le ministère Lloyd George fut constitué, on s'accorda à reconnaître comme plein de promesses l'appel au pouvoir de deux hommes d'affaires : M. Neville Chamberlain et Lord Devonport.

Il est curieux de constater que les deux plus grosses déceptions ont précisément été causées par eux.

Le « ministère du service national », dirigé par le premier, a été un raté « record ». Il n'a rien fait — que créer un millier de nouveaux officiels ! C'est l'échec complet, reconnu, irréparable sinon irréparable.

Qu'une grève éclate en ce moment, c'est pénible, c'est invraisemblable. Mais combien ce l'est plus quand on songe qu'il ne s'agit pas d'une question de salaires, d'une dispute entre patrons et ouvriers. La raison première est celle-ci : le droit qu'ont voulu conserver les ouvriers de désigner eux-mêmes, au lieu de laisser désigner par les tribunaux ceux d'entre eux qui doivent répondre à l'appel des armes.

C'est ahurissant.

Ce qui ne l'est pas moins, c'est la façon dont la grève a pris fin, dont l'accord final s'est rédigé. Il porte que les ouvriers expérimentés engagés dans des travaux de guerre seront « protégés contre le recrutement » (sic). « Protégés » contre le suprême devoir et le suprême honneur !

Les mêmes dont les frères se font tuer à Bulecourt, à Gaza, à Samarra, sur le Carso !

On croit rêver, — et l'on ne peut même pas essayer de comprendre.

... Peu d'affaires allemandes ont été liquidées.

Les banques allemandes, plus ou moins sous séquestre, continuent toujours à travailler, avec des chefs de départements allemands.

Des milliers de Boches sont en liberté, vaquant à leurs occupations, mangeant avec la double volupté de la goinfrerie et du patriotisme les vivres qu'on tente de rationner aux Anglais et aux Alliés.

Trente-cinq mille « objecteurs de conscience », n'accomplissant aucun service de guerre, murés dans leur couraïse, ternissent la gloire de deux millions de braves qui combattent, en Occident et en Orient, pour l'Empire britannique.

Tout ce que je dis là, l'opinion britannique le pense.

### *Le XXme Siècle, 30.V.17 :*

On croyait généralement que MM. Cachin et Moutet, députés socialistes, avaient été envoyés en Russie par le gouvernement français en vue d'éclairer les socialistes russes sur les dangers auxquels l'inertie de l'armée russe exposait la France et ses alliés d'Occident. Erreur. C'est des socialistes de là-bas que ces messieurs ont été ambassadeurs. Leur mission a consisté à rapporter de Petrograd des instructions pour les socialistes français. Ayant fait savoir au congrès de la Pentecôte que les socialistes russes désiraient la convocation, à bref délai, d'une conférence socialiste internationale pour la paix, MM. Cachin et Moutet ont à peu près renouvelé le miracle dont l'Eglise catholique venait, justement, de célébrer l'anniversaire. Encore divisés, la veille, d'opinions et de sentiments ; partagés en majoritaires et minoritaires, en zimmerwaldiens et antikienthaliens, les congressistes ont décidé unanimement et avec enthousiasme d'envoyer des délégués à cette conférence de Stockholm dont les majoritaires, il y a un mois, pouvaient à peine entendre prononcer le nom.

Dire qu'il a suffi de coller sur leur orviétan l'étiquette « socialiste international » pour que des hommes intelligents et d'ardents patriotes disent « amen » en tombant à genoux, comme les nègres devant la poupée dont le féticheur leur a dit qu'un dieu habite la tête peinturlurée ! L'unité du parti, paraît-il, exige cette concession. Quel mauvais exemple pour les autres partis ! Quel gage de guerre intestine pour les nations affaiblies et ravagées qui auront besoin, après la guerre, pour contenir le Russe en de l'étrouite union de toutes leurs forces vives ! Nous n'épargnerons rien, quant à nous, pour préserver la Belgique de ce malheur, qui ruinerait, dans nos ruines, jusqu'à l'espérance de la résurrection. M. Vandervelde voit-il maintenant la vanité de cette internationale pour laquelle il avait rêvé les destinées si hautes ? Soumise comme toute chose ici bas à l'emprise nationale, elle a travaillé, avant la guerre, contre notre Patrie et contre la civilisation, au profit des astucieux socialistes du roi de Prusse ; elle a endormi et désarmé l'Europe en face de l'Allemagne armée. La voilà manœuvrée aujourd'hui par d'innocents moujiks qui, dans l'ivresse de leur victoire soudaine, ne voient pas qu'ils retardent la victoire paralysant les vainqueurs, apportant à Guillaume II enfin une chance de salut.

### *La Métropole, 31.V.17. — Notes du jour :*

« No potatoes for rich people or Belgians. » Cet avis cordial qui se balance à la devanture d'un magasin de Fulham est empreint de la rude éloquence propre au commerçant londonien. On peut reconstituer sans effort d'imagination tout le petit drame que la pancarte suppose. Au premier acte, nous voyons toutes les ménagères, nos compatriotes, pillant les magasins comme si les règlements de Lord Devonport n'existaient pas. La grande scène du deux est oc-

cupée tout entière par des échanges de mots violents, des explications en cockney et des imprécations en flamand. Le troisième tableau est muet : c'est la stupéfaction des bonnes femmes devant l'ukase tremblant et la mine piteuse de la marmaille affamée.

Maintenant, si les réfugiés de Fulham tiennent absolument à manger des patates, il leur reste la suprême ressource de se faire passer pour Allemands : je ne pense pas qu'il y ait dans Londres — ou même dans Folkestone! — une seule affiche qui porte : «No potatoes for Germans!»

*La Métropole*, 31.V.17. — Victoire belge en Afrique. — Ecrasement complet d'une grave menace contre Tabora. — Que font nos services de propagande ?

C'est alors que le haut commandement anglais fit une fois de plus appel aux Belges.

Ceux-ci réoccupèrent aussitôt Tabora, marchèrent vers le sud, arrêtaient et battirent à plate couture les Allemands poursuivis de loin et en vain par les Anglais et capturèrent le major ennemi, «brisant net la menace boche».

Il est regrettable que cette nouvelle victoire «belge» soit annoncée au monde par un communiqué «britannique».

Il est profondément regrettable que le gouvernement belge, le ministère des Colonies et ses auxiliaires plus ou moins belges, et toutes nos organisations officielles de propagande largement subsidiées, laissent passer, sans l'exploiter à fond, une telle occasion de mettre en lumière la haute valeur de notre effort militaire en Afrique, prouvée par une circonstance si évidente.

On dit que les Belges ne font rien.

Mais qui prend soin de dire, comme il le faudrait, ce qu'ils font ?

*Le XXme Siècle*, 1.V.17. — Le piège allemand de Stockholm :

«Ce serait faire injure à nos morts, ce serait soulever contre nous les vivants, que de nous rencontrer sur un terrain neutre, autour du tapis rouge d'une conférence pacifiste avec les socialistes allemands...» écrivait en septembre 1916 M. Emile Vandervelde.

Qu'y a-t-il de changé depuis ? Les Allemands ne sont-ils plus à Bruxelles et à Lille ? N'affament-ils plus nos populations ? Ne déportent-ils plus nos ouvriers ? Les socialistes allemands ne soutiennent-ils plus leur Kaiser ?

## SUISSE

### *Le Journal de Genève :*

L'Allemagne était pour le Brésil un client précieux, elle lui achetait plus de marchandises qu'à la Suède. Mais les Etats-Unis et l'Angleterre, en compensation, assureront au Brésil des avantages financiers et économiques de haute importance. En revanche pour l'Allemagne ce nouveau coup est des plus sensibles et d'un effet immédiat. L'Allemagne possède, depuis 1914, dans les ports du Brésil, des navires de grand tonnage. Le Brésil ne les avait pas saisis jusqu'ici ; il s'était borné à les faire surveiller. Il ne va pas manquer maintenant de s'en emparer. En outre, il ouvre ses ports aux flottes de l'Entente. Ainsi le Brésil s'associe au blocus de l'Allemagne ; si même sa marine ne tire pas un coup de canon, elle participe à la guerre économique.

L'entrée du Brésil et d'une partie de l'Amérique latine dans la guerre, cela représente 400,000 tonnes de bateaux allemands qui vont rentrer dans la circulation, mais sous d'autres drapeaux.

Progressivement, l'Allemagne se voit expulsée de tous les continents. Des milliers de ressortissants vont se trouver dans une situation des plus difficiles, les capitaux énormes que l'Allemagne avait engagés dans ces pays, le monopole commercial dont elle jouissait, fruit de longs efforts, les espoirs grandioses qu'elle caressait, tout cela est perdu sans retour.

Pour un pays surpeuplé et surproductif, c'est une catastrophe : chaque Etat d'outre-mer qui échappe à l'influence allemande, c'est pour l'Allemagne un nouveau marché perdu qu'il faudra rétablir plus tard au prix de négociations laborieuses.

L'Allemagne a commencé par accueillir avec des plaisanteries l'entrée en lice de tous ces Etats lointains. Elle aurait tort d'en rire. Le «*Berliner Tagblatt*», après avoir relevé en guise de consolation que le Brésil aliénait son indépendance au profit des Etats-Unis, écrit ces lignes mélancoliques : «L'entrée en guerre d'un pays avec lequel nous n'avons jamais eu le moindre différend est naturellement regrettable... Pour nous le cercle des pays dans lesquels nous avons la perspective de reprendre, après la guerre, librement et sans entraves, notre activité commerciale, se resserre de plus en plus...»

C'est un grand journal allemand qui fait cette pénible constatation. Le moment est venu pour le gouvernement im-

périal de regarder lui aussi la situation bien en face et de prendre à temps les décisions douloureuses qui s'imposent un jour ou l'autre fatalement. «Le cercle se resserre de plus en plus...»

### *Le Genevois :*

En ne secourant pas la Serbie, l'Italie a, trop légitimement, éveillé les inquiétudes des Dalmates, des Slovènes et des Croates qui voyaient dans le royaume serbe le noyau du nouvel Etat yougo-slave réunissant sous un commun sceptre partie des nationalités et races opprimées de l'empire austro-hongrois. L'Italie a d'ailleurs imprudemment avoué sa convoitise de faire de l'Adriatique tout entière «sa mer ; elle a, en particulier, revendiqué publiquement la possession des îles dalmates. Ce n'est plus de l'irréductibilité ; c'est de la politique de conquêtes. Et cette politique-là a nécessairement entraîné cette autre, funeste, suivie vis-à-vis de la Grèce royale, et qui ne tend à rien de moins qu'empêcher la reconstitution de la Serbie... Aucune parole n'est encore tombée des lèvres d'un homme d'Etat italien, qui rassurât les Dalmates, les Croates et les Slovènes. Et ce n'est un secret pour personne que l'Autriche-Hongrie, exploitant avec une habileté toute indiquée cette équivoque, ou plutôt cette menace, a obtenu des excellents soldats de ces régions un loyalisme inespéré envers leurs propres oppresseurs. Car, de deux oppressions, on choisit naturellement la moindre, et le joug autrichien, pour déplaisant qu'il est, apparaît plus supportable que l'italianisation, laquelle consiste à assimiler ou à faire disparaître la race étrangère.

### *La Gazette de Lausanne :*

Mgr Baudrillart, à propos du voyage à Stockholm, fait allusion à une réunion de catholiques suisses convoquée à Olten «par le fameux député allemand Erzberger» et aux démarches d'un professeur de droit international de Lausanne «chargé de pressentir les catholiques français et même quelques-uns de nos évêques». Toutes ces menées évoquent l'intérêt de la paix que «l'Eglise catholique doit prendre en mains» et qu'il ne faut pas abandonner au socialisme. Mgr Baudrillart expose ces faits et ajoute :

Voilà, certes, de spécieux arguments. Nous y répondrons :

1. Qu'il est, en effet, naturel et bon que l'autorité spirituelle, supra-nationale et non belligérante, qui préside au gouvernement de l'Eglise catholique, exerce, conformément à la justice dont elle a la garde, une influence pacificatrice sur les gouvernements et sur les peuples. Ce droit lui appartient et elle en use. C'est une des raisons pour lesquelles un gouvernement, quel qu'il soit, se met en état d'infériorité lorsqu'il ne se fait pas représenter auprès d'elle;

2. Qu'il n'appartient pas aux catholiques de chaque nation — pas plus qu'aux socialistes, ou aux membres de tout autre parti — d'entrer en relations directes ou indirectes avec l'ennemi, encore moins de se substituer au gouvernement légal de leur pays pour discuter dans les comices internationaux de la cessation des hostilités et des conditions de la paix;

3. Que si les catholiques de l'Entente, comme tout le monde, désirent la paix et peuvent, chacun chez eux, faire entendre leur opinion sur ce sujet, ils ont et, grâce à Dieu, ils accomplissent le devoir que leur rappelait récemment le cardinal Mercier (voir la « Croix » du 31 mai) « d'insister pour le rétablissement du droit violé, pour le châtimement des coupables et la mise en œuvre des moyens propres à rendre impossible le renouvellement de pareils crimes ».

Toute autre attitude, qu'il s'agisse de catholiques ou de socialistes, constituerait une usurpation à l'égard de l'Etat, car, illégitime en elle-même, elle n'aboutirait de plus qu'à faire le jeu de ceux « qui ont besoin de conclure la paix au plus tôt ».

### Le Journal de Genève:

Deux faits devaient dès le début porter malheur à la conférence de Stockholm. Plusieurs de ses adhérents préconisent le recours à la révolution et à la violence; ils ne veulent terminer cette guerre que pour la remplacer par une autre. En second lieu des intrigues suspectes se mêlent évidemment à ce travail socialiste. Nous avons vu que le gouvernement de Berlin établit un choix entre les délégués allemands et avoue ainsi l'influence qu'il entend exercer à Stockholm.

### La Suisse:

Des statisticiens encroûtés, capables d'aligner des colonnes de chiffres mais non d'en tirer une conséquence logique, disent avec indignation: « Les importations des Etats-Unis en Suisse ont considérablement augmenté depuis la guerre », sans vouloir comprendre que, faute de cet accroissement indispensable, la Suisse, trouvant les marchés européens fermés, n'aurait plus eu qu'à mourir de faim...

Si une neutralité bien comprise a pu enrichir certains pays, la Suisse n'est pas de ceux-là, elle dont la dette publique, du fait de la guerre, atteindra bientôt un milliard.

Or, ce milliard, c'est le prix que coûtent à la Confédération la mobilisation et l'armement de ses troupes superbement entraînées, de ses troupes solides et sans jactance grâce auxquelles la France tranquillisée économise les siennes dans l'Est, sûre que ces fusils helvétiques protègent la frontière plus efficacement que tous les traités (Papierfetzen).

Et puis, il y a des choses qu'on ne peut oublier quand, après avoir rencontré dans les rues de Genève tant d'internés sauvés de l'enfer, transfigurés, heureux, je lis certains bavardages établissant avec une niaiserie doctorale qu'il faut refuser à la Suisse la nourriture dont elle fait profiter ces vingt mille rescapés, le rouge me monte à la figure!

\* \* \*

### L'Ukraine, 26.V.17. — Cui bono ?

Quelques journalistes de l'Entente en traitant le Comité de soldats et d'ouvriers d'« apaches », d'« imbéciles » et de

« sots », comme ils ont traité les allogènes de Russie d'« asservis » et d'« ilotes ivres », oublient que les uns représentent trois millions et les autres plus de cent millions d'hommes, qui dans cette guerre « pour le Droit et la Liberté » demandent autre chose que des invectives de la part de ceux pour lesquels ils ont versé leur sang...

En niant la nationalité même des peuples de la Russie, en s'attaquant à leur liberté, des publicistes de ce genre semblent vouloir prouver que les grands principes pour lesquels l'Entente est partie en guerre ne seraient qu'un simple bluff. Après l'indifférence (imposée peut-être par des raisons diplomatiques envers le gouvernement déchu) des gouvernements alliés pour la cause des peuples de la Russie, l'hostilité des journalistes dont nous parlons ne peut que provoquer chez ces peuples des sentiments analogues envers l'Entente.

Elle peut amener même toute la Russie nouvelle, non plus seulement à désirer la paix, mais à conclure une alliance formelle avec l'Allemagne et au boycottage de tout ce qui n'est pas allemand.

Au moment où les aviateurs français sont l'objet de manifestations sympathiques à Kiev, où les instituteurs ukrainiens lancent des appels sincèrement ententistes, les peuples allogènes de Russie auraient pu s'attendre à des manifestations de sympathie pour leur libération.

Alors que toute la Russie les acclame et qu'elle travaille ensemble avec eux à un accord loyal, cette campagne nous semble en tout cas bien en retard et bien inutile.

### Das Neue Europa, Heft 4, avril 1917, page 24.

— A propos des dommages causés par la guerre:

M. Szttern examine dans cette revue les diverses catégories de dommages causés par la guerre actuelle en se demandant lesquels sont les plus importants. Ce ne sont pas la destruction d'édifices « culturels » tels qu'écoles, instituts scientifiques, théâtres, musées, bibliothèques, car tous peuvent être reconstruits. Ce ne sont pas même l'anéantissement de choses de valeur intellectuelle, telles que chefs-d'œuvres de peinture ou de sculpture, de livres ou de manuscrits, de palais, d'églises ou de monuments; tout cela peut, dans une certaine mesure, être reconstitué. Non, le dommage le plus incalculable, c'est la destruction d'individualités humaines,

car chaque homme représentant un monde moral et intellectuel unique, la valeur de cette personnalité perdue est pour ainsi dire inestimable. Il n'est point nécessaire de réfléchir que parmi ces jeunes gens tombés à la guerre il se trouvait peut-être un Newton ou un Goethe de l'avenir pour voir combien incalculable et irréparable est le dommage culturel causé par la destruction d'une vie humaine. Nous n'avons pas en vue seulement les qualités artistiques ou scientifiques de quelques hommes et leur importance pour l'humanité, mais avant tout la valeur morale de « chaque » personnalité humaine et son importance par la culture morale. C'est un fait qu'en chaque « héros » tombé, c'est un porteur de moralité, une source abondante de faits moraux qui est irrémédiablement perdu pour la société ou pour le cercle étroit de la famille. C'est de ce point de vue moral qu'il faut estimer avant tout la perte de vies humaines comme l'anéantissement irréparable de valeurs morales.

### Demain, V.17. — La Révolution russe et la Paix (H. Guilbeaux):

Le gouvernement provisoire est sous la dépendance de l'impérialisme anglais qui voit dans la révolution russe un facteur de la paix et qui dans l'espoir d'anéantir l'impéria-

lisme allemand mène une guerre sans fin avec le sang des prolétaires français, russes, italiens, belges, serbes, etc... La guerre actuelle n'est qu'une lutte entre l'impérialisme anglais maître de presque tout l'univers et l'impérialisme allemand qui voudrait enlever à l'Angleterre son hégémonie et donner libre cours à son programme industriel, colonial, etc...<sup>1</sup> Pour s'assurer le concours de la Russie, l'impérialisme anglais lui a fait convoiter et lui a promis Constantinople, les Dardanelles et la Perse. La France, au rebours de ce qu'on affirme communément, ne fait pas une guerre de défense; elle remplit les obligations des traités secrets par lesquels certains hommes d'Etat l'ont prostitué au tsarisme et au capitalisme anglais. L'occupation allemande et l'occupation anglaise de la France ne sont que les conséquences de la lutte entre les deux impérialismes anglais et allemand. C'est le capitalisme allemand qui est maître de St-Quentin et qui l'était hier encore de Noyon; mais c'est le capitalisme anglais qui occupe Calais et la Normandie. La France et les autres alliés sont les vassaux de l'Angleterre et un Français internationaliste ne veut pas plus de la domination impérialiste anglaise que de la domination impérialiste allemande. Et le prolétariat russe n'a pas fait la révolution pour les beaux yeux de M. Lloyd George et la clique des financiers, colonialistes et expansionnistes britanniques.

La révolution russe est le triomphe du programme de Zimmerwald. Les social-patriotes et les opportunistes de toutes nuances ne ménageaient pas leur ironie ni leur sarcasme lorsque les zimmerwaldiens de gauche et en particulier Lenine, avant Zimmerwald déjà — dès novembre 1914 — transmettaient le mot d'ordre: la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, et la lutte pour la révolution sociale.

<sup>1</sup> Ainsi que le note judicieusement le socialiste marxiste hollandais Hermann Gorter («Der Imperialismus, der Weltkrieg und die Sozial-demokratie»), la première manifestation de l'impérialisme moderne, fut l'occupation de l'Egypte par l'Angleterre.

*Vaterland*, 30.V.17. — Le sérieux de la situation:

Les journaux (de Londres) écrivent: Comme on l'a su plus tard, Millic s'est exprimé comme suit dans un discours à Newcastle: Tandis que nous sommes en face de la possibilité d'une famine dans peu de mois, les autorités jouent de la lyre comme Néron dans Rome incendiée. On connaît des douzaines de cas dans lesquels la situation alarmante n'a été provoquée que par un manque d'organisation et des compensations fautives des autorités. Il faut obliger les autorités à prendre les mesures nécessitées par la situation et on le peut, si le peuple montre un front solide. Si cela ne suffisait pas, il faudrait suivre l'exemple du peuple russe qui, à cause du manque de denrées alimentaires, eut recours à la révolution. Tant qu'il y a vraiment des vivres dans le pays, le peuple anglais ne souffrira que difficilement de voir affamer ses enfants.

*Vaterland*, 30.V.17. — Pour une paix rapide:

Le prince Alexandre de Hohenlohe, fils d'un ancien chancelier de l'empire, a plaidé en faveur d'une paix rapide, sans annexions ni indemnités de guerre dans la «*Neue Zürcher Zeitung*».

Le professeur Fr.-W. Förster, de Munich, actuellement à Zurich, appuie aujourd'hui ce désir en ces mots: «*Je sais que je suis d'accord avec beaucoup d'Allemands séjournant à l'étranger pour déclarer qu'une séparation nette du gouvernement allemand d'avec tout annexionnisme ne serait aucunement la plus grande stupidité, mais la plus grande bénédiction pour le présent et pour l'avenir du peuple allemand.*

*Bund*, 1.VI.17. — Temps nouveaux!

Le nouvel empereur d'Autriche ne pouvait mieux témoigner le peu de respect qu'il ressent pour les conditions de droit officiel existantes que par le fait qu'il ne prête pas le serment envers la Constitution actuelle. Il réserve la prestation de ce serment pour l'époque «*où les fondements de la nouvelle Autriche, forte et heureuse, seront solidement assis pour des générations.*» Et il ne subsiste aucun doute sur la nature des lois d'après lesquelles ces fondements doivent être édiflés. «*L'entrevois les appuis les plus sûrs pour le succès de mon activité dans la fidèle «collaboration du peuple» et de ses représentants;*» ainsi parle un empereur autrichien dans un discours du trône. Les temps ont vraiment changé! Et à quoi le nouvel empereur veut-il arriver avec la collaboration du peuple? Il l'expose en une phrase qui embrasse tout le problème de la politique intérieure autrichienne: Il faudra créer les conditions préliminaires «*pour faire aussi place au développement culturel, national et libre de peuples jouissant de droits égaux.*»

En vérité, le jeune empereur a du courage! Il veut extirper du monde les contrastes qui ont paralysé la vie politique intérieure de l'Autriche depuis tant d'années. Si chaque peuple doit sentir l'égalité des droits, il faudra d'abord supprimer tout ce qui s'oppose à ce sentiment. Les contrastes nationaux doivent disparaître. Le nouvel empereur paraît même être d'avis qu'une pareille entreprise ne saurait compter sur aucun succès tant que la constitution actuelle a force de loi. C'est pourquoi il promet une «*transformation des bases constitutionnelles et administratives de toute la vie publique.*» C'est sans doute par elles que ces conditions préliminaires, sans lesquelles l'union entre les nationalités ne serait pas possible, devront être créées.

Le discours du trône du nouvel empereur autrichien est un nouvel anneau de la chaîne de symptômes qui portent à conclure que la guerre mondiale aura pour conséquence une régénération politique dans le sens d'une participation plus intense du peuple au gouvernement. Et si la rapidité intempestive de la révolution russe ne peut ni ne doit être atteinte partout, il n'en est pas moins vrai qu'on ne peut méconnaître une orientation vers la gauche.

*Berner Tagblatt*, 2.VI.17. — La dernière offensive générale de l'Entente est imminente:

On s'attend qu'elle éclate sur tous les fronts en même temps dans peu de semaines. L'Angleterre a réussi à gagner non seulement la France à cette idée, mais aussi la Russie qui veut mettre à l'épreuve la discipline de ses armées et les faire prendre part à une attaque générale. La formidable offensive ne doit pas se limiter seulement aux fronts oriental et occidental, à la Macédoine et à la Palestine, mais il doit y avoir en même temps de grandes opérations sur mer. A Berlin on attribue à différentes causes la hâte avec laquelle cette offensive est mise en scène bien qu'il eut été dans l'intérêt de l'Entente d'en renvoyer les préparatifs à l'automne. On pense d'abord que l'Angleterre, vu les pertes ascendantes continues de tonnage, ne disposerait pas, plus tard, de vaisseaux suffisants pour une pareille offensive; ensuite, par une décision rapide, elle veut tenter de parer à la menace d'un manque général de matières alimentaires. On suppose, en troisième lieu, qu'en Angleterre, on est influencé par la réflexion qu'il sera de plus en plus difficile de maintenir les sentiments guerriers aussi bien dans le pays que chez les Alliés. Enfin et surtout on avait hâte de tirer parti le plus tôt possible de l'état d'esprit actuel en Russie. C'est pourquoi on était d'avis, en Angleterre, que cette offensive générale devait absolument être tentée.

# MAISON CHARRIÈRE

47, Rue des Eaux-Vives - GENÈVE

::: TABACS - CIGARES - CIGARETTES :::

Spécialité de

TABACS HOLLANDAIS POUR LA PIPE

TAILLEUR POUR DAMES  
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

## 3 POINTS

sont à considérer lors de la remise d'une  
annonce devant atteindre son but:

- 1<sup>o</sup> Rédaction de l'annonce
- 2<sup>o</sup> Composition efficace
- 3<sup>o</sup> Choix des journaux qualifiés

Adressez-vous de confiance à  
la plus ancienne agence suisse

**Orell Füssli-Publicité**  
Genève

1 Rue du Commerce, . . . Angle Rue du Rhône

Pour simplifier votre commande, demandez nos  
imprimés qui vous seront remis gratuitement.

# AU RUBIS

Maroquinerie fine

Bijouterie

Fantaisie

GALLÉ DE NANCY

90, RUE DU RHONE, 90

GENÈVE

„Das Neue Europa“

„La Nouvelle Europe“

est le titre d'une Revue internationale des plus moderne (Zurich, Schweizer Druck- und Verlagshaus), que chacun devrait acheter et lire.

Prix de l'abonnement:

Fr. 5.— par an seulement

En vente  
dans toutes les librairies

## Revue Diplomatique et Consulaire

ZURICH, Mühlebachstrasse, 166

Spécimen gratuit. - Abonnement par an : 10 francs.



# *Halle aux Meubles*

*6, Rue de Berne, 6*

*GENÈVE*



*Ameublements*



*Trousseaux complets*



*Rideaux*

